



le peuple breton

7f

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

N° 216 - DÉCEMBRE 1981

**BASQUES
DANS LES ILES
LA VALSE
DES ASSIGNES**



M 2331 - 216 - 7,00 F

Kenober

ÉLECTRICITÉ GÉNÉRALE

17, Avenue de la Libération
QUIMPER
Tél. 90.63.33

APRÈS LA MORT
BOURSE DU DISQUE
10 rue St. Martin
29 200 BREST
tél. 46-48-04

RESTAURANT - BAR

Le Batel

Spécialités :

Fruits de mer - Poissons - Plats régionaux

23, rue Fautras 29200 BREST Tél. 44.51.02
DIRECTION : GÉRARD LE SANN



BAR
LE TRISKELL

Place Guérin - BREST
Téléphone : 44.56.65

Librairie Moreau

15, place de la Cathédrale
TREGUIER - Tél. 92.32.76

*Toutes les éditions
sur la Bretagne et en
langue bretonne*

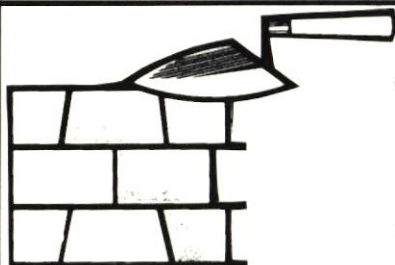
BAR - CRÊPERIE

"CHEZ TOM"

Guinness et Gueuze à la pression

18, rue Notre-Dame - 29260 LESNEVEN
Tél. 83.15.14

Dégustation à l'étage - Crêpes à emporter



LES ARTISANS DE L'ELORN
GROUPEMENT D'ENTREPRISES DU BÂTIMENT

*Constructions - Rénovations
Renseignements sur simple demande*

40, Quai de Léon
LANDERNEAU - Tél. 85.44.12

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

—
PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

**Faites
confiance à...**

Alimentaires

EUROMARCHE

une nouvelle race de magasins



Boulevard de Plymouth

BREST

Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.
(le samedi de 9h. à 19h.)



Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

DISCRÉTION APPUYÉE

Dans un mois, c'est fini. On vous aura prévenu(e)s. D'aucuns diront que nos appels, par leur répétition, ont fini par friser le matraquage. N'exagérons rien. La place que les dits appels ont pris jusqu'à présent ne représente somme toute que 1/192^e de la surface totale imprimée. Cette modeste occupation de notre espace disponible n'a donc rien de commun avec une ingérence insupportable dans les affaires intérieures de votre mensuel. Le contraire se serait produit, là, d'accord. Sûr que les lettres de protestation n'auraient pas manqué. Des lettres que nous n'aurions bien entendu pas publiées... faute de place : avec un sixième de page, qu'est-ce que vous voulez faire, vous ? (S'il y en a qui ne suivent pas le calcul, qu'ils s'en remettent à leur ordinateur habituel). Donc, nous avons fait le choix de la discrétion. Mais d'une discrétion appuyée. La preuve, on remet ça : VOUS AVEZ JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE POUR PROFITER DE L'ACTUEL TARIF D'ABONNEMENT. Au 1^{er} JANVIER, ON MODIFIE. C'est dit.

11^e liste

A. Gervais, RFA	40,00
G. Gouez, Pays de Galles	15,00
R. Rivoal, Brest	50,00
R. Perrot, Trégulier	50,00
D. Uguet, Sotteville les Rouen (76)	20,00
G. Rosière, Paris (75)	20,00
A.M. Perrussel, Vannes	20,00
R. Tanguy, Rennes	50,00
C. Guillot, Pleudihan sur Rance	20,00
Y. Jardin, Douarnenez	30,00
J.-C. Boyland, Villennes sur Seine (78)	20,00
Guy L., Savenay	20,00
Guy R., Malansac	20,00
B. Péron, St-Herblain	25,00
J. Le Thomas, Meaux (77)	20,00
L. Connan, Plaintel	20,00

J. Loric, Paris (75)	20,00
R. Riou, Lannion	100,00
Hervé B., Le Havre (76)	30,00
B. Henry, Toulouse (31)	20,00
A. et Y.-C., La Baule	50,00
B. Derouand, Paris (75)	50,00
A. Servat, Cholet (49)	20,00
Claude Le N., Maunon	20,00
R. Jézéquel, Paris (75)	50,00
M. Hamon, Penvenan	20,00
Y. Guillemin, Illiers (28)	50,00
Ed. Jos, Châteaulin	50,00
M. Josso, Lagny (77)	50,00
A. Lucas, Brest	50,00
D. Cornu, Schiltigheim (67)	50,00
J. Aubert, Brandérion	30,00
T. Darnet, Paris (75)	20,00
M. Le Menach, Dol de Bretagne	20,00
G. Languillè, Angoulême (17)	20,00
D. Nicot, Angers (49)	30,00
Roger N., Gestel	20,00
R. Clorennec, Bénodet	20,00
C. Colin, Loudeac	25,00
J.-C. Le Bihan, Lanciaux	100,00
J. Corbel, Châtaudren	20,00
S. Pinel, Auxerre (89)	20,00
M. N. Le Henaff, Creil (60)	20,00
M. Gillot, St-Georges sur Loire (49)	20,00
B. Le Baccon, Fontenay sous Bois (94)	20,00
Y. Daumer, Brest	50,00
J. Olivier, Brest	50,00
C.E. BNP, Brest	100,00
J.P. Thomas, Brest	20,00
P. Kentel, Brest	20,00
B. Daniel, Sedan (08)	20,00
F. Le Reun, St-Renan	50,00
J.J. Volant, Pluguffan	20,00
J.P. Lavanant, Bourg Blanc	50,00
J.-M. Dorel, Andresy (78)	20,00
M. Guillou, Loué (72)	20,00
R. Lucas de P., Pornichet	50,00
P. Morvan, Clamart (92)	20,00
Paule H., Brest	20,00
M. Rosparz, St-Brieuc	50,00
R. Le Bris, Nice (06)	50,00
M.C. Rolland, Brest	20,00

Total 11 ^e liste	2050,00
Report des listes précédentes	22943,18
TOTAL	24993,18

« LE PEUPLE BRETON » Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX
Tél. : (98)46.18.24

Rédaction : Pierre Gallais
Directeur de la publication :
Jean Guéguénat

ABONNEMENTS
Ordinaire : 50 F

De soutien : à partir de 70 F

Etranger : 60 F

Etranger (par avion) : 75 F
C.C.P. 2365-76 RENNES

Composition mécanique
Imprimerie de l'Iroise - Brest
Publication inscrite à la C.P.A.P. n° 41 387

Dépôt légal : 4^e trimestre

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

J.F. KERVERN

LA NATURE DANS

VOTRE SALLE DE BAINS

29214 LANDEDA - Tél. (98)04.93.10

SOMMAIRE

EDITORIAL

LE CHANGEMENT OU L'ALTERNANCE? 4

POLITIQUE

UN JOUR AVEC... LES BASQUES
DANS L'ILE D'YEU
OUESSANT ET SA DÉFERLANTE 9

SOCIAL

C.H. DE St-BRIEUC :
UN ÉTAT DE GRÂCE MAL EN POINT . 11
LE ONZIÈME JOUR A L'E.I. 13

ENERGIE

COUP FOURRÉ POUR UNE PANNE ... 14
NUCLÉAIRE ET TIERS-MONDE 14

ENSEIGNEMENT

LANGUE BRETONNE :
LA MÉTHODE A JOS 27

HUMEUR

LECH BOTTES 5

N'EN JETEZ PLUS !

L'HEURE DU BERGER - CEUX QUI
TRAVAILLENT TROP - VIENS CHEZ
MOI - ESSUYEZ VOS PIEDS -
DU PELLERIN AU CARNET 15

INTERNATIONAL

NOUVELLE-CALÉDONIE :
LES RELENTS D'UN GÉNOCIDE
INACHEVÉ 20
LE MAROC, SIX MOIS APRÈS 22

CULTURE

THÉÂTRE :
UNE TOURNÉE DANS LES ABERS 24
LIVRE : St-MEEN AUX RAYONS X 26
B.D. : BRAN RUZ... UN CHOC 28

RUBRIQUES

CHICHE ? 5
LE PROBLÈME BRETON 19
P.B. SERVICE 24
LE COURRIER DES LECTEURS 30

B.D.

SERGE MONFORT 32

CHAPEAU BAS

ANJELA DUVAL :
SILENCE SUR TRAON-AN-DOUR 23
CONTE POUR BRASSENS 25

26 octobre à Brest, Pierre Mauroy devant les agriculteurs. Il a fallu temporiser...



Le Peuple Breton

LE CHANGEMENT OU L'ALTERNANCE ?

AUX temps lointains du giscardisme, la Bretagne attirait bon an mal an, et pas seulement en vertu de ses mérites touristiques, une bonne kyrielle de ministres. Ces migrations saisonnières étaient, il est vrai, bien plus liées au calendrier électoral qu'aux variations météorologiques. Et s'il pleuvait alors sur la Bretagne, c'étaient des averses de promesses.

Aujourd'hui, les visites reprennent, et plutôt dru ! Certes, les têtes ont changé, et plutôt que des promesses, ce sont des explications que nous recevons. Il se trouve, simplement, qu'elles sont loin d'être toutes satisfaisantes.

Car, une fois de plus, la visite d'un président de la République en Bretagne aura été, en juillet, pour la force de frappe nucléaire, et Mauroy, qui semblerait l'ouest, y vient deux fois en l'espace de quinze jours, la première pour parler de l'emploi — et ce qu'on lui présente c'est que la chance de Brest est liée à l'accroissement du potentiel maritime — la deuxième pour passer un jour et demi dans un sous-marin nucléaire lance-engins.

La situation n'est d'ailleurs pas simple. La venue des ministres en Bretagne montre qu'il existe en faveur du gouvernement de gauche un crédit incontestable, un capital de confiance. Mais les habitudes restent fortes, et même à gauche on a du mal à percevoir l'incongruité qui existe, alors qu'on décentralise, paraît-il, à demander à Mauroy la construction d'un CES... Et le décalage avec les principes quand Mauroy promet... Il n'empêche que l'essentiel des visites pour l'un des symboles de la colonisation de la Bretagne : la présence envahissante de l'armée. « Consensus », a dit Hernu en présentant aux députés un budget de l'armée qui, cette année encore, est en forte augmentation. Et du parti communiste aux républicains indépendants, on a dit oui aux 17,2% d'augmentation des crédits militaires. On a dit oui, par le fait même à la poursuite d'une politique qui attribue à la Bretagne une destinée militaire plus que de développement industriel.

Ce capital de confiance, on peut se demander si le pouvoir socialiste n'est pas en train de le compromettre par ses lenteurs, ses hésitations à mettre en œuvre un programme qui a pourtant reçu un large aval populaire, ses choix de priorités.

Lenteurs ? C'est vrai pour la durée du travail, la protection des travailleurs contre les licenciements, deux domaines où, en Bretagne, on aurait pourtant besoin d'agir vite. Lenteurs même dans ce qui avait paru précipité aux yeux de certains, le projet de décentralisation : les préfets sont toujours fidèles au poste, et c'est toujours à eux qu'on se réfère ; il n'y a pas une seconde de bretonne plus à la radio ou à la télé. Dans les écoles, la langue bretonne n'a pas vu son statut progresser d'un iota, et Diwan frappe toujours à la porte de l'éducation nationale.

Hésitations ? C'est vrai en matière agricole, où la loi d'orientation giscardienne, liquidatrice de l'agriculture bretonne, est encore en vigueur ; et, en octobre, Mauroy et Edith Cresson ont dû temporiser pour calmer les agriculteurs Bretons venus les trouver à Brest. Où en sont les projets concernant le foncier ; où en sont les offices par production ? C'est vrai en matière d'énergie où on a repris à peu de choses près la politique d'avant mai.

Parfois également, c'est une petite phrase mal contrôlée qui révèle la pensée réelle de tel responsable. Quand Jean-Pierre Chevènement vient en Bretagne présider les assises régionales de la recherche, passe encore qu'il donne un coup de chapeau à l'établissement public régional cher à Marcellin pour sa politique de la recherche ; passe encore qu'il remette en selle Mehaïgnerie à cette occasion. Mais qu'il présente... le T.G.V. comme la vraie chance de la recherche en Bretagne, trahit sa pensée profonde. L'activité intellectuelle en Bretagne n'a d'avenir que dans la référence obligée à Paris.

Pour mettre en pratique un programme généreux, la gauche socialiste — quoi qu'elle dise — n'a pas énormément de difficultés qui lui soient externes. Son écrasante majorité électorale, sa tranquillité d'esprit sont des atouts dont elle pourrait profiter pleinement. Les difficultés viennent de l'intérieur. « La grande affaire du septennat », la décentralisation, suppose une mutation des esprits que le P.S. n'a réalisé que de manière bien théorique. L'oubli total de ces thèmes au récent congrès du parti socialiste montre, comme le montrent les visites ministérielles, que le penchant naturel des hommes politiques ministériels de gauche reste à la centralisation. Pour décentraliser, il leur faut vraiment se forcer. Alors, pour admettre les autonomies, il leur faudra un effort intellectuel qui, actuellement, les dépasse de cent coudées... Il est des domaines que le P.S., quelles que soient ses prétentions et son désir d'hégémonie, est incapable de prendre en charge.

C'est de l'intérieur que vient également l'incapacité de s'appuyer, pour imposer une politique vraiment populaire, sur l'ensemble des travailleurs et sur l'action à la base. Bien sûr, ce n'est pas dans les habitudes d'hommes comme Delors ou Joiret, mais, que diable, ils ne sont pas seuls !

Or, on peut se demander quel est le point d'appui que recherche le gouvernement. Il pourrait aller devant les travailleurs, s'adresser aux syndicats, présenter un programme qui recueillerait leur appui et devant lequel la droite — minoritaire mais qui redresse la tête — n'aurait qu'à s'incliner. Or la demande est bien souvent d'aller voir les patrons pour leur demander, finalement, ce qui les dérange le moins. C'est une manière de ne se concilier ni les uns ni les autres.

Nous avons, dès le lendemain des législatives victorieuses, exprimé une inquiétude : que la présence écrasante du P.S. à l'intérieur de la gauche oriente la politique française vers une alternance entre gens polis et bien élevés, à l'anglaise. Le changement, pour nous, ce n'est pas l'échange à intervalles irréguliers entre deux politiques, l'est une défiance ce que l'autre a fait. La droite politique a mené la Bretagne très bas à la fois sur le plan économique et culturel. La gauche présente une politique permettant un redressement. Mais pour le peuple breton, pour le jeu bourgeois, on ne peut accepter le jeu bourgeois de l'alternance. Le changement en Bretagne, ce ne peut être l'affaire du seul parti socialiste et de ses ministres. C'est l'affaire du peuple breton tout entier.



U.D.B.

Accroche-toi Jeannot

A PRÈS les bals popu, c'est donc l'armée popu qui se pointe (de diamant) l'air de rien. En dehors du fait que le rayonnement aphrodisiaque émis par les uniformes militaires finira bien par perdre de son éclat (d'obus), on ne peut s'empêcher d'établir une relation entre les déclarations à l'emporte-pièce de ces jeunes au bas de l'échelle (de coupée) et les visites de Mitterrand et Mauroy dans les sous-marins nucléaires qui sont en la sainte garde de la population de Crozon et de ses environs. Eux aussi sont manifestement attirés par l'uniforme. Pas porté par les mêmes évidemment. L'armée popu, ça implique que la gent féminine s'y colle aussi. Affabulation que tout cela? Bien sûr. Mais au nom de quoi les p'tits gâs d'la Marine auraient-ils le monopole du delirium très gros?

"En uniforme, toutes les filles nous regardent".



Marc Hourdiaux, quartier-maître de seconde classe détecteur sur le Colbert.

"Oui, en uniforme de marin, on se sent assez beau...". Marc Hourdiaux, quartier-maître de seconde classe détecteur, s'est engagé pour trois ans. À voir comment il porte l'uniforme, on devine que ses supérieurs n'ont pas trop de mal à imposer leurs exigences... À propos d'uniforme, voici ce que précise Gérard Noyelle, quartier-maître radio de l'escorte d'escadre La Galissonnière :

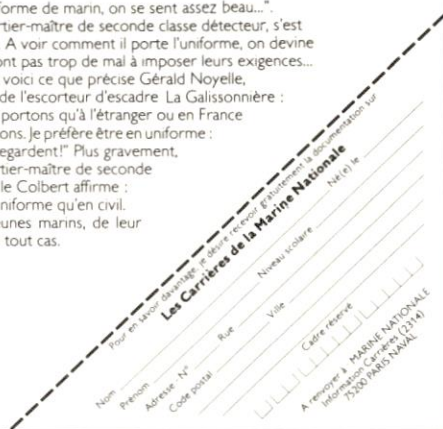
"Nous ne le portons qu'à l'étranger ou en France dans les grandes occasions. Je préfère être en uniforme : toutes les filles nous regardent!" Plus gravement, Tony Perrouelle, quartier-maître de seconde classe mécanicien sur le Colbert affirme :

"De toute façon, en escale, on est mieux en uniforme qu'en civil. Je suis fier quand je suis en uniforme". Fiers, ces jeunes marins, de leur uniforme? Fiers de la Marine? Fiers d'eux-mêmes, en tout cas.

La Marine Nationale



une façon de vivre autrement.



Enfants de Pétain...

S ILS préfèrent parler de l'avenir, les promoteurs du « découpage » actuel des régions, c'est sans doute que les résultats économiques présents de leur forfait sont globalement négatifs. Mais c'est sans doute aussi que parce que le passé de ce découpage a des odeurs gênantes.

Rafrichissons-leur la mémoire, avec cet extrait du Journal Officiel du 1^{er} juillet 1941, qui publie un décret signé Pétain et Darlan. A un détail près (la partie occupée de l'Indre-et-Loire remplace la Vendée), c'est l'acte de naissance du découpage actuel.

De solides références, comme on le voit.

VICE-PRÉSIDENCE DU CONSEIL	
N° 2727 et 2736. — Décrets du 30 juin 1941 attribuant à certains préfets les pouvoirs des préfets régionaux et portant division du territoire pour l'exercice de ces pouvoirs.	
Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat Français,	
Vu la loi du 10 avril 1941 instituant des préfets régionaux;	
Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur,	
Décrétons:	
Art. 1 ^{er} . — Sont attribués aux préfets du Loiret, d'Ille-et-Vilaine, de Maine-et-Loire et de la Vienne les pouvoirs des préfets régionaux octroyés par la loi du 10 avril 1941. Les régions placées sous l'autorité des préfets régionaux désignés au paragraphe 1 ^{er} du présent article prennent respectivement le nom de région d'Orléans, de Rennes, d'Angers et de Poitiers.	
Art. 2. — Pour l'exercice de ces pouvoirs le territoire est divisé de la façon suivante:	
Région d'Orléans. — Loiret, Eure-et-Loir, Loir-et-Cher, Indre (partie occupée), Cher (partie occupée).	
Région de Rennes. — Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan.	
Région d'Angers. — Maine-et-Loire, Loire-Inférieure, Mayenne, Sarthe, Indre-et-Loire (partie occupée).	
Région de Poitiers. — Vienne (partie occupée), Deux-Sèvres, Vendée, Charente-Inférieure, Charente (partie occupée).	
Art. 3. — Le vice-président du conseil, ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel.	
Fait à Vichy, le 30 juin 1941.	
PR. PÉTAIN.	
Par le Maréchal de France, chef de l'Etat Français:	
L'amiral de la flotte, vice-président du conseil, ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur.	
A. DARLAN.	

LECH BOTTES

Les Polonais l'adorent: l'homme de fer, l'âme de la résistance devant le puissant voisin dont l'intervention armée est annoncée comme imminente depuis maintenant un an et demi. Les Russes, malgré tout, l'aiment bien aussi, Walesa: s'il ne jouait pas régulièrement les modérateurs, la situation pourrait manifestement devenir explosive. D'ailleurs, il le leur rend bien: «Les Russes sont nos amis» ne manque pas de proclamer Lech Walesa quand il estime que ça sent un peu trop le roussi...

Le pape aussi, le tient en haute considération: c'est que des syndicalistes qui commencent chacune de leurs journées en assistant à la messe, ça ne court plus les maisons du peuple. Et puis, entre Polonais, on se comprend. Lech Walesa, au demeurant, cite Jean-Paul II parmi les trois personnalités mondiales les plus marquantes aux côtés de Mitterrand et Reagan! Certes, Reagan n'est pas

très démonstratif envers le célèbre Polonais, mais il s'agit sûrement de ne pas provoquer Moscou, et on sent bien qu'au fond son grand cœur de cowboy bat pour le moustachu défenseur des opprimés.

Quant aux syndicats français, c'est avec une unanimité qu'on n'avait pas vue depuis de nombreuses années qu'ils ont accueilli à Paris le leader venu de l'Est. Forcément, la CGT avait toutes les raisons de saluer le chef d'un syndicat fort de dix millions d'adhérents, le délégué d'un bastion du socialisme. La CFDT était manifestement plus attirée par le côté autogestionnaire que Walesa personnifie. F.O., quant à elle, était fascinée par l'indépendance vis-à-vis du pouvoir dont Lech est la caution indéfectible. Pour la CFTC, Walesa était également fort précieux, lui, qui a déclaré «Nous mesurons ce que nous avons perdu, avec la disparition de l'enseignement privé».

Dois-je dire que cette attraction universelle pour le plus connu des Polonais m'irrite quelque peu? Ils m'énervent, avec leur impudence à le rallier à leur propre cause. Alors qu'il n'en est qu'une, bien sûr, pour laquelle Lech Walesa se démène tant. Et c'est celle de l'autonomisme breton, cela crève les yeux!

S'il ne le dit pas explicitement, Lech, c'est qu'il a l'habitude de parler par paraboles. Mais enfin, le petit pays qui veut se dégager de l'ombre du grand voisin? Cette volonté farouche de défendre sa personnalité? Bon sang, mais c'est bien sûr! Lech Walesa, c'est notre maître en matière d'autonomie... Et qu'on cesse de le récupérer tous azimuts pour des besoins plus ou moins douteux...

Lech Walesa? Un sacré autonomiste!
Jean Guéguénat.

Aldana, Arrugaeta, Bastarica, Gurmino, Linaza...



Le Peuple Breton

Les Basques de l'île d'Yeu

Entre la prune et le reblonchon notre discussion est interrompue par l'arrivée d'un vieux bonhomme au visage buriné. Après avoir fait le geste qu'il veut amical de poser ses mains sur les épaules de deux Basques, il se penche sur la table, et d'un ton de confiance lui

demande des nouvelles. Les visages se sont fermés. Pourtant le personnage appelle la sympathie. Devant l'absence de réponses de ses interlocuteurs, il se met à chanter un air manifestement étranger au coin. C'est un chanson du pays aux sept provinces. Les auditeurs n'en bronchent pas

davantage. Ce serait plutôt un début de crispation qui les gagne. Sans quitter son sourire, le vieux met les voiles. «C'est un Basque», me dit-on ensuite. «C'est même le seul de l'île. Le problème c'est qu'il aime trop les flics. Pour nous, c'est un traître».

PORT JOINVILLE. — Depuis Fromentine, la traversée a pris une heure et quart par un temps brumeux. Pas de contrôle individuel au débarquement. Seulement la présence de deux gendarmes qui dévisagent les passagers. Sur le quai opposé, une grande bâtisse blanche: l'Hôtel des Voyageurs, qu'il est d'usage de compléter par «et Camaret». Le bar est bondé à l'heure de l'apéro. Apparemment des clients qui ont la

bougeotte. Ça rentre, ça sort, ça prend pas son temps, quoi. Faut dire qu'ils bossent, ces gens-là. Ils sont chargés de la surveillance, de (dans l'ordre de leur arrivée sur l'île du 21 septembre au 15 octobre): Francisco Bastarica, Tomas Linaza, Angel Gurmino, Miguel Angel Aldana, Jose Miguel Arrugaeta. Pour chacun de ces Basques du Sud, «assignés à résidence» (lire encadré), trois inspecteurs des Renseignements

généraux.

On n'est pas marié avec

Un de ces fonctionnaires, talkie-walkie dépassant de la poche de son imperméable, s'empresse de venir me serrer la main, en s'enquérant, d'une courte formule, de l'état de ma santé. Faut vite le détromper, ce genre de confusion — outre le fait qu'elle n'est

pas forcément flatteuse, chacun ses goûts, pas vrai ? — risquant fort de compromettre le bon déroulement des discussions à venir avec les Basques. Mon «sodie» se pointe cinq minutes plus tard. C'est vrai qu'on ne sait pas qui est qui. Toutes ces personnes sont gens bien ordinaires, passe-partout au possible, puisque le maintien de leur salaire passe d'abord par leur capacité à ne pas se faire remarquer.

Mais ici, ce n'est vraiment pas le cas. Pour les trouver les Basques, il faut chercher dans cette petite foule. Un pas dans leur direction, et c'est un bras saisi : «Voulez-vous me suivre, s'il vous plaît ?». Puis c'est la déclinaison d'identité. Feu vert. Retour à la table repérée. C'est Jose Miguel Arragaeta qui cause le mieux le dialecte d'Ile de France.

Leur menu quotidien, il le brosse en peu de mots : «Ça varie un peu, mais en général on se lève tôt le matin et on va se promener. On prend nos repas ici et il faut aller signer chaque après-midi à la gendarmerie. Trois d'entre-nous passent beaucoup de temps à continuer leurs études».

Leurs rapports avec les R.G. ? «Toutes les semaines, il y a un changement d'équipe. Les nouveaux viennent avec l'idée de ne pas nous lâcher. Mais on leur fait vite comprendre qu'ils doivent se faire un peu moins collants. Surtout depuis qu'on est tous les cinq. Maintenant on se met ensemble pour bouffer, les R.G. sont aux tables voisines. Nous voulons garder une certaine distance car nous n'acceptons pas la situation. On est aussi plutôt fiers et susceptibles, et il y a des moments où on doit être clair. S'ils nous cherchent trop, ils nous trouvent. On n'est quand même pas marié avec eux, non ?»

Le collage permanent de trois R.G. pour un Basque prend cependant parfois des couleurs réjouissantes. L'un des deux Ouesant est du genre adepte du footing musclé autant que quotidien. Il paraît qu'il faut voir la tête que ceux qui ont l'ordre de le suivre où qu'il aille, lorsque le Basque décide de stopper son entraînement : crevés, ils sont.

Pas un bordel à police!

Clientèle peu ordinaire, donc, et de plus qui débarque hors saison. Pour la patronne de l'hôtel : «On ne nous a pas imposé cette présence, mais si on avait refusé, il est probable qu'on aurait été contraint de les accepter. Il y en a déjà eu en 76, mais là c'était différent. Il y avait plus de Basques et moins de policiers. Avec ce nouvel arrivage, on a eu des problèmes au début avec les R.G. qui exagéraient un peu à l'hôtel. Maintenant, ça va mieux».

À la question de savoir si côté finances, le rapport est intéressant, la réponse est mitigée : «Il est certain que si personne n'était venu, on aurait fermé comme chaque année à cette époque. Et l'an prochain, on refermera de nouveau. Ceci dit, on a accepté de les recevoir à condition qu'ils soient partis avant la saison prochaine. Parce qu'autrement, ça ne sera plus possible».

Vision différente dans la population pour qui ce sont moins des pensionnaires que des étrangers qu'elle cotoie

somme toute rarement, à la différence de la vingtaine de R.G. ou de la bonne trentaine de gardes mobiles détachés de Luçon (1). Ceux-ci et ceux-là bourlinguent pas mal dans l'île. Sur le port, un pêcheur ne cache pas sa colère : «D'abord, l'île d'Yeu, c'est pas un bordel à police! Il y en a partout. Et puis ça finit par tourner à la vaste rigolade, tous ces flics qui courent les Basques sans arrêt. Mais ça commence à bien faire. On est chez nous. Si on avait été prévenu à temps, y en a pas un qui aurait pu débarquer, comme ils ont fait à Ouesant. Seulement, on n'a pas un maire assez énergique».

lassitude de la population sera grande, ce qui risque d'entraîner des troubles».

Ce refus diversement exprimé des Ilais est donc avant tout un ras-le-bol : avec les arrivages du printemps et de l'hiver 76, ça fait la troisième fois qu'ils sont sollicités. Deux précédents qui sont par contre autant d'invites à ce que le ministère de l'Intérieur poursuive son petit manège : ils en ont voulu une fois, pourquoi pas deux et puis trois ?

Et nos heures «sup» ?

16 heures. Deux gendarmes entrent



Rencontré en fin d'après-midi, Jean-Claude Bernard répond sur ce point précis : «J'ai reçu un coup de téléphone de la Préfecture, m'annonçant l'arrivée de militants basques sur l'île. On ne m'a pas dit combien et à quelle date ils arriveraient. Quarante-huit heures après, ils étaient là. Nous avons été mis devant le fait accompli».

Dans une résolution en date du 30 septembre, le conseil municipal de l'île d'Yeu justifie sa volonté de voir les Basques et leurs nombreux accompagnateurs rapidement fichés le camp, par une suite de formules dont voici les plus significatives : «Il craint des animosités, des conflits, des incidents, comme en 1976; il s'inquiète des risques encourus par la population en cas «d'accidents» survenant aux intéressés; ils s'insurgent de voir l'île considérée comme une suite des Baumettes et de Fleury-Mérogis et s'indigne de l'atteinte portée ainsi à l'image de marque touristique de l'île».

Une résolution à nouveau confirmée par le maire : «La situation ne peut pas s'éterniser. Ce que je sais, c'est que les gens de l'île d'Yeu qui sont jaloux de leur tranquillité, peuvent devenir agressifs, surtout après Ouessant, surtout si d'autres Basques arrivent. Parce qu'il est évident que plus l'hiver va s'avancer, plus la

dans le bar de l'Hôtel. Quelques mots aux inspecteurs, puis ils repartent. Dix minutes plus tard, les cinq Basques sortent, suivis de leurs anges gardiens. Les uns comme les autres connaissent le chemin par cœur. Pour les habitants des petites rues de Port-Joinville, le spectacle est devenu habituel. Arrivée à la gendarmerie, les R.G. attendent à l'extérieur, tandis que les Basques vont émarquer.

Un temps creux pour rappeler à un R.G. les dires récents de certains de ses collègues du syndicat CFDT : «Nous sommes en marge de la légalité et les soi-disant mesures de protection contre d'éventuelles attaques de l'extérieur ne sont en fait qu'un prétexte pour couvrir une garde à vue permanente» (2).

«Je suis assez mal placé pour me prononcer pour ou contre», répond-il. «Mais je dirais quand même que la CFDT n'a pas tort, car c'est vrai que ça ressemble davantage à de la liberté surveillée qu'à une assignation à résidence. D'un autre côté, s'il y a une chose de certaine, c'est qu'on préférerait être ailleurs. C'est pas notre boulot. Ici, on se fait des semaines de 85 heures, et les heures supplémentaires ne nous sont pas payées. Quant à l'opposition de la population, je pense qu'elle est surtout due au fait que les CRS venus en 76 n'avaient rien trouvé de mieux que de prendre des mesures de police comme coller des PV à tour de bras».

Bref, personne n'est content. Et surtout pas les Basques, même s'ils mènent la vie d'hôtel — un peu particulière au demeurant — la lassitude les gagne eux aussi. L'ennui les envahit aussi souvent que ceux chargés de les surveiller : for-



cément, ils ne se quittent pas. En tant qu'étrangers, ils se heurtent aussi parfois à des réactions un tantinet xénophobes, et même racistes qui finissent d'ailleurs par être identifiées au refus, devenu ferme, de la population en général. Ce contre quoi Jean-Claude Bernard se défendra: «Ce n'est absolument pas une attitude raciste de notre part. Ce serait des Italiens, des Belges, ou venant de tout autre pays, nous réagirions de la même façon. Ce n'est pas non plus une attitude politique: on nous traite rigoureusement de la même manière que sous Giscard d'Estaing». Réaction à mettre en parallèle avec celle des assignés: «Le nouveau gouvernement de gauche n'a même pas eu l'idée de changer d'île. Pour nous, l'île d'Yeu c'est le symbole d'une pratique de l'ancien régime, c'est la prison des basques à l'époque de Giscard».

A ce chapitre des mots lancés un peu vite et pas toujours bien reçus, Jose Miguel Arrugaeta met un codicille: «On a été très choqué que deux Basques soient traités «d'indésirables» par Ouesant. Nous savons ce que nous sommes: ni des bandits, ni des voyous. On n'accepte pas d'être insulté de cette façon».

Otages diplomatiques

Raison officielle de leur assignation à résidence: les protéger d'une éventuelle attaque d'un commando, à l'identité d'ailleurs encore mal définie. Raison officieuse: les empêcher d'imiter leurs prédécesseurs sur l'île qui avaient pris la fille de l'air au nez et à la barbe de leurs surveillants.

VOUS AVEZ DIT ASSIGNATION ?

Aux termes de la loi, «l'assignation à résidence» — l'une des contraintes supposées par le droit d'asile, n'est pas une mesure pénale, mais administrative. Ce n'est pas une condamnation, elle n'est pas répressive. Elle est définie comme mesure de protection générale visant à la prévention. Obligation est faite aux personnes concernées de demeurer dans un lieu fixe (ici une commune insulaire), ou de ne pas quitter un ou plusieurs départements. Les conditions dans lesquelles est appliquée cette mesure prise par le Préfet (ou par le ministère de l'Intérieur), sont donc mal définies: la liberté de mouvement des assignés à résidence peut varier de beaucoup. Juridiquement, seule le Tribunal administratif est habilité à se prononcer sur l'exactitude des faits sur lesquels le Préfet a fondé sa décision. Ce tribunal ne peut annuler celle-ci que si les faits en question sont jugés matériellement inexacts.

Ce qu'on leur reproche en territoire français? Rien. En territoire espagnol? Pour trois d'entre-eux, c'est l'accusation d'avoir troublé l'ordre public, ce qui n'est pas le cas des deux autres (2). Dire qu'ils sont cinq enfants de cœur serait bien sûr exagéré. D'abord, ils ont dépassé l'âge de servir le vin blanc au curé, et leur passé au Pays Basque sud, non seulement les regarde, mais n'a jusqu'à nouvel ordre pas menacé la tranquillité hexagonale.

Un passé que Gaston Defferre a involontairement (?) monté en épingle en refusant d'extrader les Basques du Sud réclamés par Madrid: ces militants mènent un combat politique, et à ce titre, il est hors de question qu'ils soient livrés comme de vulgaires malfrats. D'un autre côté, le gouvernement français leur refuse le statut de réfugiés politiques. D'où problème.

Pour Jose Miguel Arrugaeta, le fait que des militants basques du sud sortent des prisons françaises (au passage après grèves de la faim pour certains d'entre-eux), pour gagner des lieux de préférence insulaire, où ils résident et ils sont dotés d'un statut bâtard, peut ainsi s'expliquer: «A mon sens, le raisonnement du gouvernement français est le suivant. Il ne va pas nous extrader car il est reconnu que nous sommes des combattants politiques. D'un autre côté, il ne veut pas non plus se fâcher avec le gouvernement espagnol: «On ne vous les donne pas, mais on va en faire des prisonniers. Et puis on vous promet de faire une répression systématique au Pays Basque français». En gros, c'est ça. C'est une preuve de bonne volonté de Paris envers Madrid, et c'est nous qui en sommes les instruments, c'est-à-dire des otages dans les relations diplomatiques entre les deux pays. D'un autre côté, nous pensons que des listes, n'ayant pu être établies qu'avec la collaboration des policiers espagnols, existent en France: celles concernant des Basques qu'on peut tolérer, celles répertoriant les «indésirables» susceptibles d'être l'objet de mesures exceptionnelles».

Sur le chapitre diplomatique, J.-M. Arrugaeta est plutôt prolix: «C'est évidemment plus facile pour le gouvernement français de soutenir la lutte révolutionnaire au Salvador. C'est loin, le Salvador. L'Espagne, c'est tout près. C'est beaucoup moins évident. Car les socialistes ne peuvent pas nier que la lutte des Basques — même si elle existe par la violence — est politique. Ça engendre les contradictions dont je viens de parler auxquelles il faut ajouter celle qui consiste à considérer les Basques du Nord comme des Français et non comme appartenant au même peuple que leurs frères du Sud. Plus généralement, je dirais que la mentalité européenne fait que ces habitants d'Europe ont du mal à comprendre qu'il puisse exister des luttes de libération nationale à côté de chez eux. Bien qu'elles soient le révélateur d'une très forte prise de conscience des ethnies, ces luttes sont mal perçues car elles sortent de la normalité démocratique occidentale».



Photo : Le Peuple Breton

Sortie quotidienne vers la gendarmerie

L'île d'Yeu, l'île aux Basques? Pour un Ilais ça pourrait le devenir: «Vous inquiétez pas, y en aura d'autres!» Pour peu qu'ils se tiennent au courant des entrées et sorties dans les prisons et particulièrement celles de Marseille et de Bayonne, il a dû apprendre à la mi-novembre la libération d'une quinzaine de militants Basques dont fatalement une partie va se retrouver assignée à résidence. Pour leur destination, les paris sont ouverts.

Pierre Gallais.

(1) Lesquels s'occupent de la défense de l'île. Une énumération à compléter par la présence d'un hélicoptère de la gendarmerie et d'un navire de la Gendarmerie Maritime équipé de moyens de détection anti-sous-marins.

(2) «En bata» du 15 octobre 1981.



OUessant

Une déferlante venue de la terre

Décidement, le préfet n'en rate pas une. Les gouvernements changent, mais lui est toujours bien là pour les coups fourrés! En annonçant aux Ouessantins, l'arrivée imminente de 2 Basques encadrés d'une trentaine de flics, il a perpétué la tradition. Sauf que cette fois-ci, il a dû battre en retraite à l'image de Defferre qui se perdra dans de maladroites justifications. Il voulait faire plaisir! Voyez plutôt: 30 consommateurs de plus dans l'île, voilà qui apportait davantage à la commune que d'hypothétiques créations d'emplois régulièrement promises!

Hélas! Ouessant n'a pas voulu de cette nouvelle vocation de terre d'asile qu'on voulait lui attribuer et Defferre a terni son blason tout neuf de décentralisateur. A Ouessant, on eut souhaité un peu de concertation... Méconnaître la réalité sociale et humaine d'une commune est une faute politique grave à ce niveau, car si les élus de droite ont largement exploité l'incident, c'est bien toute la population qui s'est retrouvée, spontanément, dans l'union sacrée pour barrer la route à une mesure brutalement imposée. L'affaire des Super-Frelons aurait dû mettre la puce à l'oreille du ministre. Mais voilà! Radio Chouchenn n'a pas fonctionné entre Ouessant et Marseille...

Finalement de Jose Antonio Perez et Jose Ramon

Alcorta Chasco, il en fut peu question, l'amalgame avec les flics l'a emporté sur le droit d'asile car comment une communauté qui vit 10 mois sur douze sous la protection du seul garde-champêtre pouvait-elle rester indifférente à une telle décision. De plus, par tradition, l'uniforme n'a jamais été prisé dans l'île où les hommes ont toujours négligé la «Royale» pour embarquer dans la «marmar». Les deux réfugiés basques ont été victimes de marginalisation; les Ouessantins ont dit non aux véritables indésirables: les flics. Seul l'ineffable Goasduff, député de la circonscription, a déployé toute son éloquence à l'assemblée nationale pour rappeler que la Bretagne se suffisait à elle-même en matière d'autonomistes.

Si la précipitation des événements n'a pas laissé à la population le loisir d'envisager l'affaire sous tous ses aspects, les élus eux, n'ont pas raté l'occasion de négocier l'incident à leurs avantages. A l'image de son prédécesseur A. Colin, J.-Yves Cozan, conseiller général de l'île, centriste, a largement tiré les draps à lui et si Ouessant ne veut pas devenir une terre d'asile pour «réfugiés politiques» elle est en tout cas celle des prédilections des notables, ce peut-être aussi une conclusion de cette Toussaint 1971 à Ouessant.

Gilles Patris.



« Breizh Kabigs »

247, rue Jean-Jaurès

Petite et grande taille

« Yveline »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST



Gernot Robert

créations photographiques

Tél: (98) 80.31.67

Personnalisez votre décoration...

Au 40 Rue de la Porte, Robert Gernot, Photographe, reproduit vos anciennes photos, documents et archives de famille, tire sur papier sépia, au format demandé, vos négatifs, vos plaques de verre...

— Collage et plastification à froid de tout document.
— Venez nous rendre visite.

BREST
Nouveau
à Recouvrance

keltia-musique



1, place au Beurre
29000 QUIMPER
TÉL. : (98) 95.45.82

ENREGISTREMENTS - ÉDITIONS de DISQUES et CASSETTES

DISQUES
LIVRES
ET
INSTRUMENTS
DE MUSIQUE
DES PAYS
CELTES

Art et Musique

Daniel Paris, artisan luthier

2, rue du Couëdic - 29200 BREST
Téléphone : 80.47.41

Ventes - Réparations instruments
de musique



Seznec-Merlet

Maison fondée en 1869

PRÊT-A-PORTER - COUTURE

1 & 3, RUE KÉRÉON
29000 QUIMPER
Téléphone : 95.15.72



Grand Gousier

produits régionaux de Bretagne

Tél. (98)95.56.46 "fait-main"

ouvert le
dimanche matin

Echoppe n° 28
Halles de Quimper

Charcuterie - Biscuiterie - Cidre

PRIX SPECIAUX aux Restaurants, Comités d'Entreprise, Collectivités...

2 straed ar Roue
Gralon

2 rue du Roi
Gralon

levriou pladenou
arz keltiek



livres, disques
art celtique

kemper - Tél. 95.42.82

ABONNEZ-VOUS

**LE PEUPLE
BRETON**

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 50 F (1)
étranger : 60 F (1)
de soutien : à partir de 70 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion: 75 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

**POUBL
VREIZH**

en langue bretonne

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 50 F (1)
étranger : 60 F (1)
de soutien : à partir de 60 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion: 75 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79

A l'hôpital de St-Brieuc, l'état de grâce est malade

A St-Brieuc, «cité gentille» il y avait déjà le Joint Français, Chaffoteaux et Maury, les caravanes Star et quelques autres grands qui périodiquement s'enrhument et font monter la fièvre en ville. En cette année de grâce 81, c'est à l'hôpital que le thermomètre a franchi le rouge.

Il faut dire que ce nouveau-né, déjà grand (2000 employés), tousse depuis sa naissance voilà déjà 2 ans et sa feuille de température ressemble fort au profil tourmenté d'une étape du Tour de France quand il peine dans la montagne. Autant dire tout de suite qu'Yves Le Foll, maire de St-Brieuc, et de ce fait président du conseil d'administration (C.A.) de l'hôpital, rue dans les brancards plus souvent qu'à son tour. Depuis 18 ans qu'il est le premier personnage de la ville, il n'a pas ménagé sa peine et ce centre hospitalier ultramoderne est comme le fruit de ses entrailles. Malgré une gestation difficile.

Sur les 17 hectares acquis en 1965 la première pierre sera posée en 74 mais les finances tombent goutte à goutte et il faudra attendre l'automne 79 pour que s'ouvrent les portes de l'enceinte sur les 700 lits de patience. Mais l'accouchement est douloureux. Pour un cachet de 20 milliards de centimes, la pilule est amère et pèse dès le départ sur le prix de journée. Le manque de crédits et de personnel rend les conditions de travail difficiles. La CGT déterre le H de guerre pour les 500 emplois à créer.

En 80, pas d'embauche mais que d'embûches

Il faut le dire tout de suite, ici la virginité n'est pas de mise. Entre la municipalité PS et le PC omniprésent souffle la bise des grands froids, le vitriol soigne les coups bas, le nouvel hôpital s'avère être le champ de bataille de prédilection. Au baptême déjà, échauffourées et petits fous, hospitaliers en rupture d'hospitalité, les bannières syndicales tiennent la dragée haute aux personnalités inaugurales. Pour une digestion difficile. L'année 80 est semée d'embûches, car la cellule Fernand Lamaze entend bien stimuler l'épiderme sensi-

ble des administrateurs socialistes. En octobre, après les sénatoriales de triste mémoire, Y. Le Foll contre-attaque: «Les propositions de la CGT, dit-il, sont si démagogiques qu'elles ne peuvent être prises au sérieux par aucun administrateur ayant le sens de ses responsabilités» et d'ajouter «peut-être la cellule communiste pourrait-elle maintenant demander l'appui des 2 sénateurs de la majorité (de droite) qu'elle a contribué à élire». Chauds, chauds les marrons en cet hiver 80.81.

En 81, un beau chahut à la Beauchée

Tout de suite après les douceurs du Nouvel An, c'est la CFDT qui cette fois, s'énervait: à la Beauchée, le repas est trop cher, il faut boycotter le self. Mais la CGT dénonce ce boycott comme une opération spectaculaire que la CFDT réalise pour se faire valoir sans s'attaquer au vrai problème qui demeure celui des emplois à créer. Après plus d'1 mois de bagarre le tarif du repas est ramené de 15 à 10 F.

Puis la CGT réclame la réintégration d'une employée temporaire licenciée abusivement, elle rappelle les mauvaises conditions de travail et s'insurge des atteintes aux libertés qui frappent exclusivement les délégués cégétistes. Mais Yves Le Foll imperturbable fustige les «braillards».

53 postes nouveaux seront acquis au printemps, mais en septembre la CFDT chiffre à 292 emplois supplémentaires le minimum vital pour la Beauchée. Le 6 octobre, à l'appel des 2 syndicats CGT et CFDT la grève est décidée sur des revendications très précises:

- intégration du temps de repas (3/4 heure) dans le temps de travail,
- abaissement à 35 h de l'horaire hebdomadaire sur les postes pénibles,
- réduction à 38 h pour tous.

La direction de l'Hôpital se retranche derrière la DDASS (Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale) qui renvoie les syndicats à la direction. Quant au CA par la voix de son président il répète, comme il le fait depuis 2 ans que cela n'entre pas dans ses attributions, que la satisfaction des revendications implique des centaines d'emplois nouveaux et que seul, le ministère de la Santé peut créer ces postes. Les syndicats répliquent que

dans la majorité des centres hospitaliers, de Bretagne, le repas est déjà intégré au temps de travail sans intervention ministérielle. Le 22 octobre, le CA bousculé et «retenu» par les grévistes signe l'accord donnant satisfaction au personnel, accord immédiatement applicable. La victoire est totale mais courte. Dès le lendemain, on repart à zéro, la préfecture a annulé les décisions du CA. Y. Le Foll s'explique: démonstration par l'absurde, vous voyez bien que ce n'est pas le CA qui décide. La fièvre est montée d'un cran. Pour le maire de St-Brieuc, la partie de bras de fer est d'autant plus envenimée que la CFDT désormais ne le ménage plus; elle le rend même publiquement responsable de la situation et somme le PS «Le plus grand parti de France» de prendre position. Le 29, le conseil municipal briochin vote à l'unanimité une motion de soutien aux camarades PS du CA et la fédération socialiste des Côtes du Nord en fait autant. Tous reconnaissent le bien fondé des revendications (réduction d'horaire, création d'emplois) mais affirment que c'est au ministre de décider. En attendant la décentralisation?

Faut qu'ça tranche

En attendant les coups de bistouri continuent de trancher dans les susceptibilités. Au CA, Y. Le Foll aurait reproché aux grévistes de «laisser crever les malades»; au conseil municipal le Docteur Ollivier parle de situation navrante pour les patients qui ont peur et ne viennent plus à l'hôpital; au conseil général, la minorité de droite reproche aux travailleurs d'abuser de la grève (sans pertes de salaire), etc... Rencontre avec le ministre Ralite, entrevue à Rennes avec Mauroy, intervention de Dollo député,.... il faudra attendre le 4 novembre pour que la DDASS enfin accepte de recevoir les syndicats et de leur accorder une demi-heure de repas intégrée au temps de travail. Demi-victoire. Pour la réduction du service hebdomadaire et la création des postes nécessaires on verra plus tard.

La fièvre est donc maintenant retombée. Mais pour combien de temps? L'esprit de changement ne souffle pas à grande vitesse mais il souffle, dit la CGT; pour la CFDT la leçon est claire: «Pour faire avancer nos revendications, il faudra qu'à l'avenir, nous soyons encore plus nombreux dans l'action».

A l'hôpital de St-Brieuc, l'état de grâce est malade.

Roger Le Guellec.

Roger Le Guellec





BACCHUS BIÈRE - SPIRITUEUX - WHISKY

Halles Saint-Martin

CASH

Route de Gouesnou - BREST

Téléphone : 42.11.21

A Mesmerrien, face aux maisons Brosolo

Tête de Lecture

LIBRAIRIE - DISQUES
INSTRUMENTS de
MUSIQUE
Imprimerie minute



SAINT-MICHEL
Tél. 21.15.86 GUINGAMP

Même si vous ne savez
qu'un peu le breton...

**LISEZ AUSSI
POBL VREIZH**

*Centre de Diffusion au service des cultures
et civilisations bretonnes et celtiques*

BREIZ vous propose dans ses 3 magasins :

BREIZ, 9, avenue du Général de Gaulle
44500 LA BAULE

Téléphone **60.21.62**

BREIZ, 10, rue du Maine
75014 PARIS

Téléphone **320.84.60**

BREIZ, 17, rue de Penhoët
RENNES

Téléphone **79.01.87**

**UN GRAND CHOIX DE LIVRES ET DISQUES
BRETONS, ECOSSAIS ET IRLANDAIS**



Meubles HO-TY

17, rue Jean-Jaurès et rue Saint-Saëns - BREST

Décoration style et moderne - tissus - cuisines aménagées



IMPRIMERIE
COMMERCIALE
& ADMINISTRATIVE

Imprimerie typo-offset
Papeterie - Articles de bureau

21, rue J.-Jaurès, Brest Tél. 80.66.59

EDITIONS



CHATEAULIN

La Bretagne, ses sites, ses traditions, ses légendes, son âme, ses racines
racontée par les meilleurs auteurs bretons.

Plus de 150 titres publiés

Catalogue général sur demande

interlude

38, rue Yves-Collet, BREST
Tél. 44.36.89

*Le spécialiste fournitures Beaux-Arts
et activités manuelles*



**SAINT-MARC
C.R.I.E.**

41, rue St-Marc - BREST
Tél. 46.09.58

PRÉSENT
dans tous
les secteurs
de l'immobilier.

- **SAINT-MARC CONSTRUCTIONS**
 - construction de maisons
 - lotissement
 - appartement neuf
- **SAINT-MARC RÉNOVATION**
 - vente appartements rénovés
 - achat immeuble
 - travaux de rénovation aux particuliers
- **SAINT-MARC IMMOBILIER**
 - vente de votre bien
 - achat d'un bien
 - gérance - location - appartements - maisons
- **SAINT-MARC ENTREPRISE**
 - réfection de votre électricité
 - réfection de votre salle de bains
 - réfection de vos peintures, etc...



Le Peuple Breton

Manifestation de l'Agence brestoise lors de la venue de Pierre Mauroy

Le onzième jour à l'E.I.

Rue de Turenne à Brest. Ça bruine sans arrêt depuis le début de l'après-midi. Un petit vent fait s'agiter des banderoles de tissu dont l'une porte l'inscription: «Les patrons au boulot, les ouvriers aux bureaux». Un slogan symbolique, écrit pour apostropher le passant. Le détail des revendications c'est à l'intérieur de l'entreprise qu'on le trouvera. Des ouvriers discutent sur le pas de la porte. D'autres rangent des canettes de bière sur une table dans le large couloir. D'autres encore jouent aux cartes dans une petite pièce. Dans une salle tout en longueur, des tables à dessins où sont posés des tracts prêts à partir en direction d'entreprises et d'usines de la ville. En titre: «15 jours de grève totale à l'E.I.». En réalité, on en est au onzième, mais on compte le temps de la diffusion complète des tracts, qui se fait en voiture. Des déplacements qui coûtent cher à la caisse commune. Tout comme n'est pas donné le car de 60 places affrété le 20 octobre pour la manifestation intersyndicale — CFDT, CGT, FO — de Nantes. Sans compter les ouvriers qui ont déjà du mal à tenir le coup financièrement, qu'il faut aider absolument. Alors, on fait appel à la solidarité ouvrière. On demande d'y répondre en achetant des autocollants baptisés eux aussi «solidarité» mot inusable s'il en fut.

L'entreprise industrielle (l'E.I.) c'est 6000 salariés répartis sur l'Hexagone. Cinq directions régionales dont Nantes qui, pour la Bretagne, chapeaute six agences à Ploërmel, Malestroit, Redon, Vannes, St-Nazaire et Brest. Activités de l'E.I.: installation de réseaux électriques (EDF, PTT), installation industrielle (électricité hôpitaux, groupes électrogènes), grands travaux de génie civil (centrales nucléaires, barrages, TGV), équipement de bâtiment.

A Brest, les 80 salariés sont répartis en

deux services: installations de lignes électriques rurales et installations d'électricité industrielle. Comme les ouvriers des cinq autres agences bretonnes qui occupent également leurs locaux, les travailleurs brestoises ont des revendications précises à l'adresse de la direction régionale nantaise. Parmi elles, l'exigence que soient payées «les heures d'intempéries dès la première heure et à 100%». Parce que pour l'instant, c'est loin d'être le cas: lorsque vous partez poser une ligne électrique et que la météo se fâche, les deux premières heures de travail ne sont pas payées tandis que les suivantes le sont à 75% du salaire... pour cause de perte de temps vu les conditions atmosphériques. C'est la convention de la profession qui veut ça.

Une autre des cinq revendications: «La prime de fin d'année, qui est actuellement dérisoire et «à la tête du client» doit être portée à 66% du salaire». Et un délégué CGT de l'agence de préciser: «En ce moment, ça va de 50 F à une fois et demie le salaire en moyenne pour les ingénieurs et assimilés cadres». Tandis qu'un autre de commenter en rigolant: «C'est vraiment à la tête du client. Tiens, moi qui ai une bonne bouille, et bien je me fais mes 250 sacs!»

La question des salaires, elle, figure en tête des revendications. Le rattrapage de l'augmentation du SMIC accuse 10% de retard depuis le début de l'année. Un pourcentage qui vient de se réduire sensiblement par une augmentation décidée à l'initiative de la commission paritaire. Puis la direction a cédé sur 1,6% et 1% respectivement accordés aux ouvriers et aux ETAM (Employés Techniques Agents de Maintenance). Reste 0,30% à ce jour refusé par une direction régionale qui justifie son inflexibilité en arguant du fait que seules la direction nationale et la profession

peuvent prendre de semblables décisions.

En matière de décision, il en est tout de même quelques-unes qui ont été du ressort de la direction nantaise: appeler à la rescousse les forces de police qui par deux fois ont procédé à Nantes à un vidage en règle des grévistes (dont sept matraqués le mardi 27).

En ce onzième jour de grève totale, les occupants de l'E.I. brestoise, s'ils ont le sentiment que la situation ne pourra s'éterniser (leurs actions en vue d'un règlement du conflit en direction du ministre du travail, de Pierre Mauroy, du P.S. en témoignent), font preuve de détermination: «Tant qu'on pourra acheter des patates et du pain, on tiendra le coup», dit un délégué. «Au point où nous en sommes, nous ne pouvons plus reculer. Si nous reprenons le travail sans avoir obtenu satisfaction, on ne pourra plus jamais rien obtenir».

□.

Le mouvement aura duré plus de trois semaines. Le travail a repris dans les agences dépendant de la direction nantaise de l'E.I. le 10 novembre. Ce qui a été obtenu: des garanties sur des révisions trimestrielles des salaires, 1,5% au-dessus des accords paritaires; indemnité de grands déplacements passant de 90 à 95 F; augmentation de 15% des primes d'éloignement de plus de 400km; masse totale des primes de fin d'année majorée de 14% minimum; pour les ouvriers, fixation pour la première fois d'une prime minimum de fin d'année et qui se monte à 180 F.

3 ans après...

L'histoire de la grande panne : LA BRETAGNE N'ÉTAIT PAS DANS LE COUP !

	Moyens de production	Réseau de transport	Opérations du dispatching
7h55	- Importations 3 200 MW	- La tension est faible sur le réseau 400 kV dans le Nord et l'Est: de 370 à 390 kV selon les postes	- 2 groupes (380 MW) sur 4 commentent à produire à Revin (hydraulique de pompage)
8h00	- La Belgique et la R.F.A. livrent 150 MW supplémentaires. - Plusieurs groupes thermiques, notamment dans la région parisienne, réduisent leur production pour des raisons techniques diverses. Total du manque à produire: 500 MW.	- Alerte « surcharge 20 minutes » sur la ligne 150 kV Chalon-sur-Saône - Decize	
8h06		- Alerte « surcharge 20 minutes » sur la ligne 400 kV Bézaumont-Créney.	
8h06	- Mise à l'arrêt de Bugey II pour « fuite échangeur ». Perte: 120 MW		- Les deux autres groupes de Revin sont mis en marche (380 MW). Diminution de 50 MW de la charge du groupe de 250 MW de Blénod 4 débitant sur le poste de Bézaumont
8h15			
8h16		- Alerte « 20 minutes » sur la ligne 400 kV Méry-Chesnoy.	- Diminution de 280 MW à Revin
8h17		- Alerte « 20 minutes » sur la ligne Allemagne-Bézaumont. - Disparition de la surcharge.	- Établissement d'une ligne directe 400 kV Allemagne-Bézaumont-Créney - Refermeture du couplage
8h18		- Alerte « 20 minutes » sur la ligne 225 kV Génissiat-Vielmoulin	
8h20		- Alerte « 20 minutes » sur la ligne 225 kV Créney-Coulommiers.	
8h21		- La tension est de plus en plus basse sur le réseau 400 kV Nord et Est: de 342 kV à 374 kV. - Alerte « 20 secondes » et déclenchement de la ligne 225 kV Bézaumont-Revin.	- Tentative d'augmenter le transit vers Paris par recours à la ligne Bézaumont-Revin.
8h22		- Disparition de l'alerte sur la ligne 225 kV Créney-Coulommiers	- Annulation de la mesure précédente
8h23	- Déclenchement du groupe de Cheviré 3 (vibrations excessives). Perte: 100 MW.		
8h26	- Mise en route de plusieurs groupes hydrauliques dans les Alpes et le Sud-Ouest. Gain: 1 000 MW	- Déclenchement par surcharge de la ligne 400 kV Bézaumont-Créney. - Déclenchement consécutif immédiat des lignes 225 kV Créney-Nancy, Génissiat-Vielmoulin et Belfort-Langres. - Déclenchement de la ligne 400 kV Mazures-Belgique, provoquant celui de la ligne 400 kV Avelin-Belgique. - Fortes oscillations sur l'ensemble du réseau (sauf Alsace-Lorraine, Ardennes, régions liées au réseau européen). - Mise en œuvre des automates de protection.	
8h27	- Mise en œuvre des automates de protection. - 67 groupes ont déclenché 25 sont restés couplés dans le Nord et l'Est. 16 ont réussi leur « flotage ». - La panne affecte 29 000 MW, soit 75 % de la puissance appelée au moment de la coupure.		- Premières manœuvres de réalimentation du réseau.
9h06		- Déclenchement de plusieurs lignes 225 kV et 400 kV dans les Alpes du Nord (fonctionnement anormal d'automates de protection).	

Il y a trois ans, un sombre matin de décembre, le château de cartes de la distribution électrique en France s'est écroulé bêtement. C'est la faute de la Bretagne proclama-t-on alors de toutes parts. Et on tire encore argument de cette panne pour exiger une centrale nucléaire en Bretagne (en particulier du côté du PCF).

Or, un document EDF, déjà ancien (1), que nous communiquons un lecteur, met à mal toute l'argumentation acceptée jusqu'ici. Ce document démontre que la cause de la panne, c'est pour une part la région parisienne, avec l'indisponibilité pour raisons techniques de 500 mégawatts. C'est également la panne survenue à la centrale nucléaire de Bugey ce qu'on avait soigneusement tu à l'époque.

En Bretagne, le seul groupe qui déclenchera, car trop sollicité par les pannes précédentes, sera Cheviré 3. En ce qui concerne le transport, on a encore mis la Bretagne en cause, mais le document EDF prouve qu'il n'en est rien. C'est Paris qu'on a essayé de servir par une voie détournée. De plus, la mise en route des centrales hydrauliques des Alpes et du Sud-Ouest, pourtant très souples, a été faite trop tard de vingt minutes.

On sait que, pourtant, EDF a « puni » la Bretagne en rétablissant l'alimentation très tard et en désignant notre pays comme coupable: c'est qu'il fallait faire Plogoff!

(1) Contacts n° 136, mars-avril 1979.

Edmond Hervé, le nucléaire et le Tiers-Monde

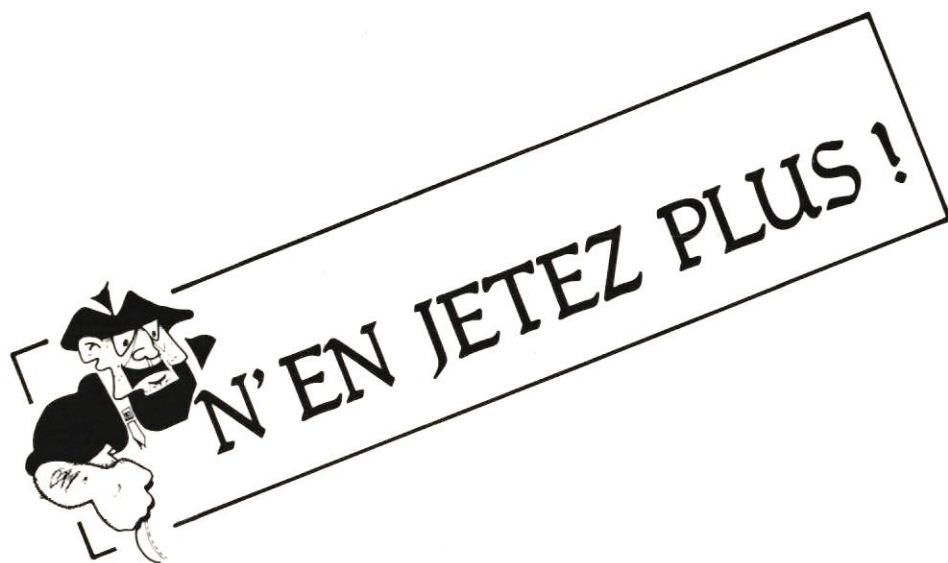
Selon E. Hervé, il y aurait incompatibilité entre le fait de s'opposer au développement du nucléaire en France et celui de vouloir le développement du Tiers-Monde qui aura, lui aussi, besoin de pétrole (1). Or, depuis l'époque de Giscard, le nucléaire est considéré par l'état, par EDF et les industriels comme une solution à la crise économique actuelle. C'est un créneau industriel où il y a peu de concurrents et où de fortes exportations peuvent permet-

tre des profits importants et un rééquilibrage de la balance commerciale. Cela économiserait des importations et stimulerait les exportations vers le Tiers-Monde. Cela exige que la France ait un grand programme nucléaire pour montrer que le matériel est fiable. Cela entraîne une dissémination dangereuse du nucléaire civil dans de nombreux états instables du Tiers-Monde, donc un risque d'extension du nucléaire militaire. La

vente de centrales dont le coût augmente bien plus vite que celui du pétrole n'est pas un moyen d'aider le Tiers-Monde. Par contre, économiser l'énergie et se tourner vers des sources d'énergies nouvelles ou anciennes (charbon) permet de laisser plus de pétrole pour le Tiers-Monde sans compromettre la sécurité mondiale.

J.J. M.

(1) « Ouest-France » daté 9 novembre 1981.



G.F.A. Plogoff : L'heure du berger...

On s'attendait à quelques frictions, mais à ce point! Déjà, cette assemblée générale du Groupement Foncier Agricole de Plogoff (tenue le 31 octobre à Audierne), démarrait dans un calme relatif: vives discussions pour déterminer si les neuf brebis mortes en décembre 80 avaient ou non été empoisonnées. Accord commun des participants cependant pour ensuite dénoncer «la zizanie semée par EDF qui a poussé le niveau de spéculation jusqu'à acheter 5 F le m² des terrains sur le site». Même climat lorsqu'on en arrive au rapport d'activité 80-81, connu et admis: défrichage de 11 ha par la commune; plantation de 1500 jeunes plants autour des bergeries; éolienne pour puiser l'eau et alimenter les bergeries en eau potable; mise en place des plantes

médicinales; aménagements de la grande et petite bergerie; achat de 57 brebis et 2 béliers.

Troisième point, le rapport financier. C'est là que tout bascule. Les petits sous concernent des «divers» de l'exercice financier jugés par trop imprécis. Les gros sous, ce sont ceux dépensés par le GFA pour acheter le matériel et le cheptel de la bergerie, ce sont les quinze briques «bouffées par le berger». Réponse d'Alain-Pierre Condette: «Le 3 février 1980, quatre jours après le début de l'enquête d'utilité publique, il était bien évident qu'aucune banque n'aurait financé une exploitation de ce type. Il a été dit à cette époque que le GFA achetait le matériel et prêtait de l'argent. Et le remboursement démarrait à compter de l'installation, c'est-à-dire le 26 juin sui-

vant. Je rappelle d'autre part que le GFA me doit 20 mois de salaire». Emanant des douze membres (19 au total) du conseil de gérance qui avaient démissionné en septembre dernier, les insultes qui tiennent lieu de réponse témoignent de la permanence d'un tempérament dont quelques bataillons de gardes mobiles ont pu faire les frais voilà plus d'un an et demi. Retour de bâton: ces réactions relèvent, selon un participant, «d'un fascisme ambiant».

Dire que la réunion dérape, oui et non. Oui, car ce lavage de linge sale aurait pu se dérouler avant, histoire de ne pas faire traîner le double ordre du jour qui est: approuver ou non la gérance passée du GFA par l'assemblée (AG statutaire); nommer un nouveau conseil de gérance et proposer de nouvelles structures légales pour l'installation d'un fermier (objet de l'AG extraordinaire qui doit suivre).

Non, car la mise en place du GFA s'est opérée dans un contexte de lutte; il était d'abord un obstacle (d'ailleurs plus psychologique que juridique, dira-t-on dans la salle) à la boulimie d'EDF., les conditions de sa viabilité n'ayant donc pu être mesurées au quart de poil près. Dans ces conditions, quoi d'étonnant à ce qu'ait pu avoir lieu ce genre d'intervention: «Il était décisif, il était symbolique, que cette expérience réussisse, car elle était le support de notre combat. Ça le pouvoir le savait. Et puisqu'on parle de fric... mais cet argent a été rentabilisé, puisque nous avons gagné!»

Un argument qui explique — sans les justifier toutefois — des «interférences» qui n'ont pu être tempérées que par l'habileté de Marcel Isidor, clerk de notaire de son état, lequel à plusieurs reprises a dû remettre les choses au point: «Tout le monde est d'accord pour que le GFA continue à vivre. Pour ça, il lui faut une base juridique, de manière à arriver à un GFA normal, c'est-à-dire propriétaire des terrains et de la bergerie, et percevant un loyer; celui-ci sera payé par le fermier, qui, devenu exploitant, sera propriétaire du cheptel et du matériel. C'est de cela dont nous avons à débattre aujourd'hui». En cela, il a été suivi à l'issue de l'AG extraordinaire.

Mais le GFA de Plogoff ne pourra être «comme les autres». D'abord à cause du nombre de parts détenues par les quelque 5000 porteurs et qui avoisinent les 6500. Ensuite, parce que les comptes sont loin d'être réglés, si l'on s'en tient aux antagonismes marqués. Enfin, parce que son évolution, quelle qu'elle soit, sera toujours suivie avec attention par l'extérieur: c'est le GFA de Plogoff, la commune un temps la plus visitée de l'hexagone...



Marcel Isidor : La note juridique

Le Peuple Breton

**WARENGHEM
LANNION**

Tél. : (96)37.00.08

**Toutes liqueurs
Spécialités bretonnes**



Le Carnet du Pèl(l)erin...

Effectuée sur plusieurs semaines, la consultation de douze conseils municipaux sur le projet de centrale nucléaire au Pellerin a été close le 22 octobre dernier. Comme le montre le récapitulatif préfectoral que nous publions, 7 communes ont voté contre, 5 se sont prononcées pour. Le fait que les premières sont les plus proches du site et les secondes les plus éloignées, tendrait à prouver que les gens commencent à se réveiller quand les neutrons risquent de les chauffer de trop près. C'est une explication qui tient difficilement: l'emprise d'une centrale sur les terres agricoles ne toucherait qu'une ou deux communes (et non sept); quant aux dangers inhérents aux centrales nucléaires, ils dépassent de loin la superficie de 7 petites communes.

Il faut donc chercher ailleurs la raison de cette répartition des votes. L'action du Comité de défense, l'information syndicale, l'opposition de certaines municipalités de gauche, durant ces cinq dernières années c'est-à-dire du temps de l'ancien régime en constituent une. Actuellement, cependant, les données sont différentes: par solidarité avec le gouvernement, n'y a-t-il pas de risque de voir des conseils municipaux P.S. basculer lors de consultations sur d'autres sites du coin? La résolution négative de la ville de Nantes, puis celle de Bouguenais et Rezé, ré-affirmée dès le démarrage de la consultation des douze communes paraît vouloir démontrer que le nombre de retournements de veste sera réduit au maximum. Le conseil régional Pays-de-Loirais, lui, maintient toujours son oui aux neutrons.



Le Bac du Pellerin à Couëron

Reste donc ces «autres sites». On cause beaucoup du Carnet sur la commune de Frossay, à dix bornes à vol d'oiseau à l'ouest du Pellerin (1) toujours sur les rives de la Loire. Sur les rives, à savoir sur des terrains marécageux? Voire... c'est ce qui était dans l'air jusqu'à il n'y a pas longtemps. Et puis les visites d'EDF à la mairie de Frossay aboutiraient à ce que ce soit à l'intérieur des terres, vierges et non industrialisées, que soit installé le

monstre. Et ce déplacement ferait sauter deux hameaux. Dur! Sans oublier son autre conséquence: un supplément de prix qui ferait équivaloir le total de l'installation au coût de la construction du pont (ou du tunnel, c'est pas encore décidé) de franchissement de la Loire à l'entrée de Nantes. Entre les deux, mon cœur balance...

(1) Seul site nucléaire hexagonal (en l'occurrence gelé) où EDF n'a jamais mis les pieds, hormis quelques essais de travaux clandestins.

La consultation des conseils municipaux :

Communes	Effectif théorique	Effectif réel	Présents	POUR	CONTRE	Abst. ou Nul	Décision
COUËRON	27	27	24	9	15	-	Contre
La MONTAGNE	23	22	22	6	12	4	Contre
VUE	13	12	12	9	3	-	Pour
ROUANS	13	13	13	7	3	3	Pour
St-JEAN de BOISEAU	21	21	18	1	13	4	Contre
St-ETIENNE de MONTLUC	23	22	22	16	4	2	Pour
St-AIGNAN de Gd LIEU	17	17	17	12	4	1	Pour
BOUAYE	17	16	16	12	3	1	Pour
CHEIX en RETZ	11	11	11	3	8	-	Contre
BRAINS	13	13	13	1	10	2	Contre
PORT st PERE	13	13	13	0	10	3	Contre
Le PELLERIN	21	21	21	7	13	1	Contre
Totaux	212	208	202	83	98	21	

Essayez vos pieds, S.P.V.

Au mois de juin dernier, dans un article intitulé «Le Fascisme breton existe, et il cogne», nous relations l'agression dont avait été victime, à son domicile, un militant de l'UDB de la part de deux membres du SPV, «parti républicain breton». Nous en profitons pour rappeler l'idéologie droitière du groupuscule en question, et le type de liens qu'il prétend nouer.

Or, quelques jours après la publication de cet article, le responsable du Peuple Breton recevait à son domicile un coup de téléphone d'un certain Jean Pierre Le Mat qui lui demandait un rendez-vous «pour parler politique». Jean-Pierre Le Mat étant connu comme ancien insoumis à l'armée française, le rendez-vous fut accepté. Mais Jean-Pierre Le Mat y vint... en compagnie d'un huissier et disparut sans un mot. L'huissier était en fait porteur de trois lettres: l'une émanant de Strollad Pobl Vreizh, organisation dont le

siège est à Paris, et dont J.-P. Le Mat était le mandataire; les deux autres étaient signées des adhérents de SPV que le Peuple Breton avait désignés dans son article. Les trois lettres reconnaissent la réalité de l'agression mais... la justifiaient en accablant d'insultes le militant UDB concerné.

Nous ne pouvions bien sûr éditer une telle littérature. Aussi étions-nous cités quelques jours plus tard, en justice, pour non-observation du droit de réponse! Le tribunal de Brest nous donnait raison en juillet, en première instance. Mais les SPV faisaient alors appel et c'est la cour

d'appel de Rennes qui, en novembre a dû rendre un nouveau jugement. Il est à nouveau favorable au Peuple Breton.

Strollad Pobl Vreizh, qui se proclame indépendantiste, n'hésite pourtant pas, on le voit, à faire appel à la justice française quand ses méthodes douteuses échouent. On connaît son activité provocatrice, telle sa tentative de sabotage de la journée de l'Unité, à Nantes, en octobre. Il ne s'agit pas de lui accorder une importance sans commune mesure avec son influence réelle. Mais il est des méthodes et des actions qu'il nous faudra toujours dénoncer.

Il y a ceux qui chôment, et il y a ceux qui travaillent trop...

J'ai un copain qui travaille dans la réparation navale. Ce serait plutôt à lui de parler de son problème, pas vrai? Mais comment voulez-vous qu'il fasse: quand on rentre à la maison sur le coup de 9 ou 10 h du soir et qu'il faudra être à 8 h au chantier, on pense plutôt à prendre sa douche, à casser la croûte et à tomber dans le lit pour essayer de récupérer...

L'autre jour il m'a dit: «Je suis sûr que tu ne veux pas me croire... Je te montrerai ma fiche de paie. Je fais entre 210 et 220 h par mois! Ça fait 50 h en moyenne par semaine... je travaille régulièrement de 10 1/2 à 11 heures par jour, parfois 16 h. Et il arrive qu'on soit pris le samedi et même le dimanche... Tiens: la semaine dernière, j'ai trois collègues qui travaillaient à Lorient: ils ont passé 3 nuits sans dormir. Au boulot jour et nuit!

— Mais, vous ne dites pas au patron d'embaucher?

— Le patron on lui en parle assez, mais il répond: «Je ne peux pas embaucher de jeunes, ils n'y connaissent rien...». Tu vois: chez nous, on n'a pas le droit d'apprendre, on doit savoir! Il faut du rendement...

— Comment pouvez-vous supporter cela?

— On en a marre, c'est sûr, mais ce n'est pas facile de réagir: d'abord il y a des marins-pêcheurs qui attendent qu'on répare le bateau; on n'ose pas refuser. Et puis, c'est eux qui nous donnent du travail... Et surtout, il y a le problème de l'emploi... il faudrait bouger tous en même temps...

Le résultat est que le gars est éreinté quand arrive le week-end, crevé par un horaire démentiel et par des conditions

de travail difficiles: dans un bateau, il faut souvent tenir dans des positions inconfortables, jouer à l'acrobate. Ajoutez à cela que le travail est salissant. Tousjours dans le cambouis. A l'atelier où il est employé, il n'y a même pas de douches; tout juste un bac en plein air avec une demi-douzaine de robinets...

Sur Concarneau on compte 8 ou 9 entreprises de réparation navale qui emploient environ 150 personnes. Cent-cinquante travailleurs qui ne demandent qu'à continuer leur boulot, mais dans des conditions un peu plus décentes et qui attendent d'être renforcés par de nouvelles équipes.

— Rien que dans la réparation navale, à Concarneau je te dis qu'il est possible de créer 50 ou 60 emplois, ou plus...

A propos d'emploi, autre chose lui tient à cœur: les cumuls retraite + salaire... Je ne parle pas des gens qui ont une retraite étiquée et qui ont besoin d'arrondir les fins de mois. C'est normal... Mais il y a des retraités, de la marine surtout ou d'autres secteurs, qui ont des retraites tout à fait correctes et qui touchent en plus un salaire comme actifs sur le port. J'en connais un, par exemple, qui a 7500.00 F. de retraite et qui touche 4500.00 F. de salaire... Et je peux dire que sur les ports de Concarneau et de Lorient, la proportion de ce genre de cas est loin d'être négligeable... A quoi ça sert de mettre les gens à la retraite si c'est pour les autoriser à prendre un nouvel emploi qui barre la route à des jeunes chômeurs... Le gouvernement veut se battre contre le chômage, d'accord, mais tous les moyens ne sont pas pris!

J. Louër.

Viens chez moi y' a des identités régionales...

Au congrès du PS à Valence, dans la documentation distribuée aux délégués figurait un fascicule rassemblant les rapports statutaires. Il en est un consacré aux «Identités régionales» signé Christian Laurisrergues, délégué national aux dites «Identités». Ce rapport comporte des paragraphes pour la Corse, l'Occitanie, le Pays Basque et l'Alsace, mais pas pour la Bretagne. Alors qu'y figurent des détails tout à fait mineurs, il n'est nulle part question du BREIS, qui semble inconnu en haut lieu.

Un seul intervenant a évoqué la régionalisation d'une manière un peu précise: pour demander le renforcement des «comités régionaux» du PS... Sans écho apparent. La motion nationale d'orientation évoque à peine la régionalisation, dans un court paragraphe sur la décentralisation.

Bien plus, le PS admet explicitement que «l'identité régionale» n'a d'autre intérêt pour lui que dans la mesure où elle lui permet de récolter de l'influence. La conclusion du rapport ne manque pas, en effet, d'un certain cynisme: «Le travail effectué durant ces quelques mois dans des conditions particulièrement difficiles a malgré tout porté ses fruits au moment des élections présidentielles en faisant en sorte qu'il n'y ait pas eu au premier tour de candidature de dispersion style «minorité nationale» soutenue par l'ensemble des mouvements autonomistes, ce qui a eu comme conséquence de renforcer notre position et de créer une dynamique pour le deuxième (...). Il est intéressant de relever que sur la très grande quantité de mouvements régionaux existant dans notre pays, tous pratiquement ont appelé à voter pour F. Mitterrand, au deuxième tour, et sûrement les trois quarts l'ont fait dès le premier.

Aujourd'hui, nous avons intérêt à nous situer très clairement et publiquement comme le parti de l'identité régionale. Cela nous amènera l'adhésion de très nombreux jeunes».

Bien sûr! Et pas que des jeunes.



Biel Le Vourc'h

29214 Landéda
Tél. 04.93.39

Bravoc'h ha gwelloc'h
tiez a vreman

Constructions contemporaines

BAILLY BLANDEAU



OPTICIEN
DIPLÔMÉ

114 bis, rue Jean-Jaurès
29200 BREST - Tél. (98)44.12.63

LE CALENDRIER 82 DES PRÉNOMS BRETONS EST PARU !



Un superbe calendrier poster
Tout en breton
17 F, franco, à :

U.D.B., B.P. 304
29273 BREST CEDEX



prêt-à-porter féminin
20, rue Voltaire - DOUARNENEZ

JEAN-CHARLES GICQUEL

Gwenn

Porcelaines blanches

7, Avenue Victor-Hugo - VANNES
Téléphone : 47.31.38



centre d'informatique
et d'enseignement

16, rue de l'Harteloire - 29200 BREST

TOUTES PRESTATIONS DE SERVICE EN INFORMATIQUE

- Ses systèmes de saisie de données, contrôlés
- Disquettes, bandes, cartes. (Transmission)
- Programmation
- Distributeur : Supports magnétiques, tout classement informatique

FORMATION PROFESSIONNELLE

- OPÉRATRICES DE SAISIE :
Disquette, bandes, terminaux
- PROGRAMMEURS DE GESTION :
(Cobol, Basic)
Travaux pratiques sur ordinateurs



CRÊPERIE - BAR

An Digarez

Sainte-Christine - PLOUGASTEL-DAOULAS Téléphone 40.55.06



8 et 10, Place de la Liberté
Tél. 44.59.03 BREST
SERVICE APRÈS-VENTE

CAISSES ENREGISTREUSES **SWEDA**
MACHINES A ÉCRIRE ET A CALCULER
MEUBLES **ORDO - ATAL**
BALANCES - PHOTOCOPIEURS

LE GRENIER

ANTIQUITÉS

1 ter, rue Poullic-al-Lor
(sous la gare S.N.C.F.)

BREST

NUMISMATIQUE
LIBRAIRIE D'ANCIEN
CARTES postales anciennes

DAYTONA MOTOS

5, rue Cainain
56300 PONTIVY

Bernard LAMBERT

Téléphone :
25.34.37

YAMAHA - K.T.M. - SUZUKI - KAWASAKI

colin

chemisier habilleur

35, rue Jean-Jaurès, Brest - t. 44.14.54



IMPRIMERIE DE L'IROISE

Rue François-Lettré, BREST - Tél. 02.28.74

OFFSET - QUADRICHROMIE

Dépliants - Catalogues - Périodiques - Affiches

Breiz Imprimerie

100, Rue Paul Guieysse
LORIENT
64.16.42

LA JEUNE B.D. BRETONNE

Des créations originales
d'une trentaine de dessinateurs
et scénaristes

Un album de 44 pages
en vente pour 30 F, franco
à l'adresse du journal
Edition : Presses Populaires
de Bretagne

Le problème breton

Fait unique dans les annales de cette rubrique hélas toujours bien alimentée, c'est une seule ville qui se taille ce mois-ci la part du lion: Lorient.

DE BREST



A NANTES

Mélédô: les grandes manœuvres

Le 28 mai 1976, Jean-Paul Béchenec, chauffeur routier à la Sté de Transport Mélédô, était licencié arbitrairement. Il était délégué syndical CGT et membre du comité d'entreprise. Mélédô le patron, qui est aujourd'hui à la tête d'un groupe qui emploie au total plus de 500 personnes, ne veut pas entendre parler de syndicat.

D'autant plus que ce délégué syndical avait le tort de réagir contre les conditions de travail imposées aux chauffeurs de l'entreprise. Ceux-ci accomplissaient parfois 100 heures de transport par semaine sans repos journalier afin de pouvoir respecter les horaires très stricts auxquels ils étaient soumis. Ces travailleurs contraints de dépasser les vitesses autorisées sur route, prenaient des risques et avaient la hantise de l'accident et du retrait du permis de conduire.

La CGT organise la lutte au sein de l'entreprise avec les chauffeurs. Et c'est à partir de là que commencent les ennuis pour J.-P. Béchenec et ses camarades de travail. Brimades, chantage débouchent sur le licenciement de mai 1976. Depuis, la CGT s'est adressée à toutes les juridictions, pour obtenir sa réintégration. Tous les actes de la procédure furent gagnés par J.-P. Béchenec: prud'hommes de Lorient le 12 juillet 1976; tribunal de grande instance de Lorient; cours d'appel de Rennes le 27 février 1980; cours de cassation le 18 juin 1981 et enfin la cour d'appel de Rennes le 15 octobre 1981 qui a rendu son arrêt (lequel fera jurisprudence), qui ordonne la réintégration de l'ouvrier licencié sous astreinte de 300 F par jour de retard. Elle condamne également la Sté Mélédô à verser le total des salaires perdus depuis mai 1976.

Le 29 octobre 1981, assuré d'être dans son droit, J.-P. Béchenec se présente à son entreprise accompagné par des délégués de travailleurs des entreprises de Lorient. Mais après un délai de cinq jours, Mélédô dont la réputation n'est plus à faire, persiste dans son refus d'appliquer les jugements de justice, se retranchant derrière l'avis du comité d'entreprise, ce qui n'est guère dans le style de la maison. La CGT a décidé de poursuivre l'action et d'intervenir auprès des pouvoirs publics afin de faire

appliquer la loi.

Les faits illustrent que le combat pour les libertés syndicales est bien à l'ordre du jour en Bretagne où sévit un patronat de choc qui ne veut rien changer à ses habitudes prises avant le 10 mai sous l'ancien régime.

Mélédô ne désarme pas dans ses grandes manœuvres. Après un appel d'offres, un marché de la ville de Lorient de 703 millions de centimes, (la desserte portuaire de Kéroman) vient d'être accordé par le conseil municipal à l'entreprise dont le devis était le plus bas, c'est-à-dire Kerrouault de Marzan dans le Morbihan, dont la partie assainissement à réaliser en sous-traitance par une société lorientaise, la SLBTP.

Prenant prétexte que ce marché ne revienne pas à EGTP Société dont il est le gérant, Mélédô menace de saborder cette entreprise et de licencier les 58 salariés.

A Lorient, Mélédô part en guerre contre la gauche. Le chantage à l'emploi devient l'arme favorite du patronat face à un pouvoir qu'il ne contrôle plus. Dans ce contexte, une mobilisation des forces populaires est nécessaire pour déjouer les manœuvres du patronat et de la droite, tentant de mettre des bâtons dans la roue du changement.

J.-P. T.

Pêche: ça liquide

L'armement lorientais «Pêcheries de Cornouaille» a décidé de cesser ses activités et de se séparer de ses quatre navires. Il s'agit d'abord du «Jeannine-André» et du «Marie-Catherine», deux grandes unités de 54 m et 2000 CV, du «Ludovic Pierre» mis en service en 1966, et enfin du «Manio» revenu à Lorient après un séjour boulonnais. Au total, une soixantaine d'emplois de marins-pêcheurs sont directement menacés par le départ de ces quatre gros chalutiers.

Celui-ci va contribuer à accélérer le déclin du port de pêche entamé ces dernières années: 42 navires en 75 et 26 actuellement.

Pour le syndicat CFDT, des marins-pêcheurs, il est urgent de mettre un terme à cette liquidation de la pêche industrielle. Il exige le maintien sur place à Lorient des navires dans le cadre d'une nouvelle structure à créer. Le gou-

vernement doit prendre des mesures énergiques pour ne pas laisser le champ libre aux tentatives de sabotage des armateurs.

Histoire d'une non-réintégration

Pour avoir voulu faire appliquer la convention collective dans son entreprise, (SAYEC à Caudan, accoupage de poulets), Yves Le Clech s'est vu notifier son licenciement le 2 septembre dernier. La direction, grâce à des artifices un peu foireux, est parvenue à faire admettre au comité d'entreprise et aux délégués du personnel que Le Clech menait «une politique anti-patronale et anti-travail». Bien sûr, pas d'entretien préalable, ceci au mépris de la loi de juillet 73.

C'est pas fini. Les jugements de deux référés (demandés par la CFDT) qui ordonnent la réintégration d'Yves Le Clech, le paiement de ses salaires jusqu'à celle-ci, ainsi qu'une astreinte de 200 F par jour de retard, ces jugements donc, n'ont aucun effet: la direction refuse en bloc le retour du licencié. Argument servi: c'est le personnel, qui ne veut pas d'Yves Le Clech. Alors que 40 sur les 65 employés que compte l'entreprise ont signé le 8 octobre une pétition demandant sa réintégration.

On continue. Le sous-préfet de Lorient hésite à faire appliquer la décision de justice. L'Union de Pays CFDT décide alors d'intervenir auprès des ministres: de l'Intérieur, de la Justice, de l'Agriculture. Résultat des courses: RAS. Les deux sommations par huissier à Le Sayec sont sans plus d'effet.

Retour du côté du sous-préfet qui, le 4 novembre 81 affirme que la loi sera respectée. Quand? On l'ignore.

Dernier (?) chapitre: le 9 novembre, après deux mois de conflits, le Préfet du Morbihan, à la demande de la CFDT, donne le feu vert pour le recours à la force publique en vue de faire appliquer la loi, c'est-à-dire faire réintégrer le chauffeur et délégué syndical licencié. Malgré cet événement, jamais vu sous l'ancien régime, le patron de choc fait reconduire l'ouvrier à la sortie de l'entreprise et persiste dans l'illégalité.



Lifou, novembre 81. 12^e Congrès de l'Union Calédonienne, organisation indépendantiste.

Gérard Dinot/Gamma

Nouvelle-Calédonie

LES RELENTS D'UN GÉNOCIDE INACHEVÉ

Dans le numéro de septembre du *Peuple Breton*, nous avions publié un écho sur l'assassinat gratuit d'un travailleur kanak par son employeur blanc. Article prémonitoire ? A l'époque il ne s'agissait encore que d'un crime raciste banal (si l'on peut dire...); le 19 septembre, visé de dos alors qu'il travaillait assis à son bureau, Pierre Declercq s'effondre tué sur le coup.

Secrétaire général de l'Union Calédonienne, ce « chtimi » passé par la JOC était plus qu'un compagnon de route pour le peuple kanak, et ses frères d'adoption le lui rendaient bien. Crime politique ? acte d'un racisme ? Il appartient à la justice de trancher.

Les journaux (et même la télévision) où l'on a pu voir pour la première fois Jimmy Gudei, le Président de l'Association des Kanaks en France s'exprimer en

direct), se sont emparés de l'affaire; le gouvernement était représenté aux obsèques de Pierre Declercq que Mitterrand avait reçu quelques semaines plus tôt; sitôt, connue la nouvelle, la colère kanake a éclaté un peu partout en Nouvelle-Calédonie. Vif et bref regain d'intérêt pour un Territoire d'Outre-Mer généralement oublié au fin fond du Pacifique: pour ses lecteurs, le *Peuple Breton* rouvre un dossier occulté par l'histoire officielle. Avec les massacres de Madagascar en 1947, le semi-génocide perpétré par la France au XIX^e siècle, dans l'archipel calédonien, est sans doute possible, à compter au nombre des crimes contre l'humanité commis, en toute bonne conscience colonialiste, par un Etat qui se veut l'héritier de la Patrie des Droits de l'Homme et de l'Emancipation définitive des hommes de couleur.

Peuple Kanak

Lorsqu'en 1774, le célèbre capitaine Cook la découvre, la Nouvelle-Calédonie n'est certes pas le Paradis sur terre.

Toutefois, ça lui ressemble un peu: les peuples mélanésiens qui l'occupent vivent en harmonie avec une nature prodigieuse. Chaque tribu possède de façon indivise ses terres et toutes les décisions importantes sont prises en commun après de longs palabres; les chefs sont démocratiquement élus. Peuple de pasteurs et d'agriculteurs, les Kanaks ont une riche culture orale et sont plutôt pacifiques malgré les heurts guerriers entre tribus. Ils forment sans doute l'une des rares sociétés sans prison et sans police: à ceux qui viennent troubler l'ordre familial ou tribal, le conseil des sages oppose des paroles de persuasion et non la contrainte physique. Communisme primitif ou mode de vie convivial? Peu importe au fond: les Blancs sauront bientôt rompre cet équilibre fragile entre l'homme et son environnement naturel et social.

De ce passé pré-colonial, il subsiste aujourd'hui encore, beaucoup. Les chefs sont élus par les membres de chaque tribu sur les réserves kanakes (mais s'ils déplaisent, l'administration peut les

remplacer d'office) et la *Coutume* préside aux affaires internes du groupe: la loi française ne s'applique qu'aux Kanaks vivant en ville ou aux conflits entre Kanaks et non-Kanaks. Comme elle n'est pas écrite, cette Coutume, toujours invoquée, subit avec le temps et en fonction des intérêts de quelques-uns, des distorsions malheureuses...

Surtout, les Kanaks entretiennent avec la terre des rapports spécifiques: loin d'être seulement un outil de production, la terre est pour eux un lien avec les ancêtres qui l'ont défrichée et dont les esprits sont toujours présents. Terre sacrée, gage de la pérennité de la tribu, de sa culture, de son passé: sans elle, le peuple kanak ne peut exister. Or, cette terre lui a été volée 130 ans par les colons blancs qui ont peut-être su la mettre mieux en valeur, mais au prix d'un traumatisme culturel obsédant pour les premiers occupants de l'archipel.

Révolte de 1878

Une escadre française mouille en baie de Nouméa et l'Amiral la commandant, prend officiellement possession de l'archipel le 24 septembre 1850. De ce jour date la colonisation française et le 24 septembre reste pour les Kanaks en 1981 une journée de deuil et de lutte nationale. Les premières années verront l'établissement à Nouméa d'un bagne qui accueillera 3800 Communards déportés après 1871 en plus de 6000 condamnés de droit commun. Quelques aventuriers blancs sans scrupule pénètrent aussi en brousse et s'attribuent de larges concessions de terres soi-disant incultes (en fait, le plus souvent, des terres en jachère puisque le brûlis tropical laisse en repos les deux tiers des terrains agricoles). Leurs troupeaux de bovins errent à l'aventure, piétinant les canaux d'irrigation et détruisant la récolte sur les champs de culture indigènes, particulièrement en année sèche comme en 1877.

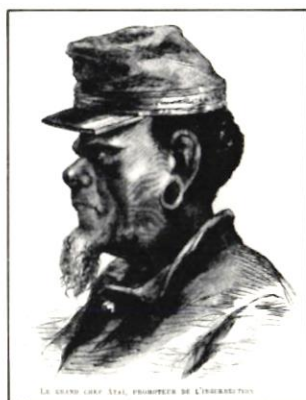
L'insurrection kanake couvait depuis longtemps; elle éclate le 25 juin 1878 avec le massacre d'un poste de gendarmes. Toute la côte Ouest s'embrase: 50.000 Kanaks font face à 1500 militaires et à autant de colons dispersés en brousse. La guérilla harcèle pendant deux ans les troupes françaises, renforcées des colons et même des bagnards... dont certains anciens Communards. Un chef de légende, Ataï, la dirige. Un jour, devant le gouverneur, il avait vidé un sac de terre: «Voilà ce que nous avons», puis un sac de cailloux: «Voilà ce que tu nous laisses». Plus de 200 blancs sont tués et 1200 guerriers mélanésiens meurent au combat.

Avec l'échec militaire de l'insurrection arrive le temps de la répression: de nombreux chefs sont fusillés sans procès, 800 Kanaks déportés dans les îles voisines, les tribus insurgées sont déplacées. Jusqu'en 1895, l'administration se réserva le droit de confisquer n'importe quelle terre pour l'attribuer à de grandes sociétés. Les terroirs des tribus fondirent comme glace au soleil: ainsi à Petit-Couli la tribu ne disposa plus que de 700 hectares sur les 4000 de naguère. Les petits blancs ont eu trop peur pour ne pas sauter sur l'occasion de s'enrichir des dépouilles de leur ennemi vaincu et réduit à merci. Par-

qués sur des réserves exiguës, aux sols ingrats, ébranlés psychiquement, sans espoir et sans avenir, les Kanaks se laissent mourir. La France a bien failli réussir un génocide. Jusqu'en 1921, leur nombre décroît de façon inquiétante: de 60.000 peut-être en 1850, ils ne sont plus que 27.000! Un recul démographique de plus de moitié en trois générations! Famine, désespoir, alcoolisme, voilà les ingrédients d'un suicide collectif auxquels s'ajoutent les pertes militaires. On comprend que la date de 1878 soit toujours bien vivante dans l'imaginaire kanake: les USA n'ont pas fait beaucoup mieux avec les Indiens. Mais qui s'occupe des Kanaks?

Un caillou de nickel

Sur le «caillou» (la Nouvelle Calédonie) aux colons installés depuis plusieurs générations (les «Caldoches») en brousse ou à Nouméa, sont venus s'ajouter plus récemment des techniciens métropolitains, à l'ère du gaullisme triomphant. Car l'île est une mine de nickel, qu'il suffit parfois de gratter à ciel ouvert: de petits mineurs indépendants et une grosse entreprise capitaliste (La



Ataï,
le chef de
l'insurrection
de 1878

Société Le Nickel) font de la Nouvelle Calédonie le troisième producteur mondial de ce métal rare. Une véritable fièvre de spéculation s'est abattue sur Nouméa dans les années 60 quand cet Eldorado a été mis à jour: la vie facile des Européens contraste honteusement avec les taudis et les HLM peuplés de Kanaks qui, faut-il le préciser, ne se voient offrir que des postes de travail sans qualification et des miettes du pillage du sous-sol de leur pays.

Mais la production du nickel est sujette à mauvaises surprises: avec la crise économique dans le monde capitaliste la demande de métal baisse (117.000 tonnes produites en 1977, 83.000 tonnes en 1979), les cours s'effondrent, le chômage croît. Derrière l'écran d'une prospérité factice, ces éternels exclus dans leur propre pays que sont les Kanaks sont les premiers à subir les conséquences des fantaisies du marché international des matières premières.

Le boom du Nickel est bien fini: ses ventes ont diminué de 50% depuis 1975. Reste une agriculture archaïque et un élevage bovin très intensif: les derniers cow-boys au monde, ce sont les «stockmen» (gardiens de troupeaux) dont l'essentiel du travail consiste à regrouper toutes les têtes de bétail errant à l'aventure une fois tous les quinze jours pour les faire passer dans des bains d'insecticide (autrement, les nombreux para-

sites tropicaux les tueraient). A peine 2% des terres sont cultivées et chaque année, la balance agricole est déficitaire: faute d'industries de transformation sur place, il faut importer d'Australie le «Corned Beef» et l'essentiel des aliments de type européen. Une réforme agraire radicale, outre qu'elle rendrait justice aux Kanaks pour la spoliation séculaire dont ils ont été victimes, permettrait à la Nouvelle Calédonie d'atteindre facilement le stade de l'auto-suffisance alimentaire: on en parlait beaucoup du temps de Giscard, mais comme d'habitude, presque rien de concret n'a été fait...

Un vouloir-vivre

Pris en tenaille entre des réserves exiguës soumises à l'autoritarisme de chefs trop souvent à la botte du pouvoir colonial et la grisaille des HLM de Nouméa, il n'existe pas d'issue dans le système actuel pour la plupart des jeunes Kanaks. Rejetés du système éducatif (les bacheliers kanaks sont quelques dizaines pour un peuple de 60.000 personnes), sans formation professionnelle véritable, en butte au racisme quotidien des petits blancs qui confondent Kanaks et voyous, sans travail stable, la situation du Kanak est celle de tous les colonisés, poussée jusqu'à la caricature. Sous prétexte de reconnaissance culturelle, Giscard et ses valets ont aidé la «promotion mélanésienne»: il s'agissait en fait de former les groupes folkloriques nécessaires à l'accueil des futurs touristes japonais, tandis que la culture populaire authentique et la Coutume étaient un peu plus bafouées chaque jour.

Aussi n'est-il pas étonnant que des Kanaks et des blancs métropolitains, écœurés par tant d'injustices et de bonne conscience colonialiste, aient depuis 20 ans organisé des partis calédoniens indépendantistes. Pierre Declercq était l'un d'eux. C'est pour cela qu'il est mort. Mais son parti, l'Union Calédonienne, avec 34,50% des suffrages exprimés en juillet 1979 à l'occasion des élections territoriales, avec le député Roch Pidjot (apparenté PS), avec ses municipalités, mais les autres partis indépendantistes regroupés avec l'UC dans le Front Indépendantiste ne lèveront le deuil de Pierre Declercq que le 24 septembre 1982: pour eux, cela signifie que le PS au gouvernement aura alors pris clairement position sur le droit du peuple kanak à l'autodétermination comme il l'avait promis à l'époque où il était dans l'opposition.

Il est clair que la grande majorité des Kanaks veut l'indépendance; il est clair aussi qu'ils la veulent sans violence, sans effusion de sang, sans rejeter à la mer tous les Blancs, «Caldoches» ou «Métros» au demeurant indispensables pour la bonne marche de l'économie du pays. Ils y ont droit. La France le leur doit en réparation des crimes commis avant et après 1878. Une indépendance respectueuse de chacun des groupes ethniques calédoniens, c'est possible et raisonnable: mais le pouvoir socialiste voudra-t-il et pourra-t-il suivre les principes du socialisme? Aux démocrates de France et de Bretagne d'y veiller à l'avenir.

Jean-Christophe Cassard.

MAROC :

Six mois après

Ce mois de décembre 1981 voit la fin de l'une des plus dures années de l'histoire du Maroc. La fin d'une de ces années que le bouillonnement populaire sous-jacent a préparé depuis longtemps. En effet, si la réalité de l'analphabétisme (plus de 70% des adultes) limite énormément la politisation des masses populaires, si les actions pourtant nombreuses des partis d'opposition et des syndicats sont constamment freinées par la répression politique, le peuple marocain a depuis longtemps pris conscience de sa situation sociale, économique et même politique. Et lorsque l'on sait de plus que 9 millions d'individus (47% de la population) y ont des revenus inférieurs au seuil international de pauvreté, on comprend aisément que le mot d'ordre de grève lancé par la CDT (1), soutenu par l'USFP (2) le 20 juin 1981 ait été spontanément suivi — 200.000 manifestants à Casablanca — par un peuple décidé à protester contre les hausses vertigineuses des prix alimentaires. Ces hausses, dues aux difficultés économiques et indirectement à la très onéreuse guerre au Sahara occidental, engloutissant une bonne partie du budget marocain, ces hausses ont été considérablement accentuées par la sécheresse catastrophique de cette année (accroissant la misère dans les campagnes et donc l'exode rural vers les villes). Il semble cependant que si, ce samedi 20 juin, la manifestation se déroulait dans le calme, les affrontements à Casablanca et à Rabat aient été déclenchés par les manœuvres provocatrices de la police: remplacement des chauffeurs de bus en grève par un personnel réquisitionné; irruption dans divers quartiers afin d'obliger les commerçants à relever leurs rideaux (3)... Ainsi, sont intervenues successivement la police, la gendarmerie, puis l'armée qui a ouvert le feu sur les manifestants.

Bilan(s)...

Si la presse française a surtout fait état des dates des 20, 21 et 22 juin, il faut noter que dès le 18, des grèves avaient déjà eu lieu dans certaines branches professionnelles et que l'on comptait déjà arrestations — lors de distributions de tracts... — et victimes. Et pendant toute la semaine suivante d'autres manifestations ont fait écho à celle du 20 juin dans les villes marocaines. Aujourd'hui, six mois après, on en est encore à l'heure des bilans et les listes complètes des victimes, des inculpés, des détenus sont difficiles à établir. Le nombre des arrestations de militants CDT et USFP et de manifestants s'élève semble-t-il, à 6 ou 8000 et celui plus douloureux des victimes à 637 (respectivement 2000 et 66 selon le gouvernement) parmi lesquelles près d'un tiers de jeunes enfants... Les sièges nationaux de la

Une affiche de la
Confédération
Démocratique
du Travail.



D.R.

CDT et de l'USFP ont été fermés; toute activité syndicale est interdite sur l'ensemble du territoire marocain; les principaux journaux de l'opposition ont été saisis et gardés par la police: Al Moharrir — Libération (USFP) ainsi que le journal Le Monde Diplomatique du 1^{er} juillet (et d'autres numéros comportant des articles sur le Maroc).

Diviser et briser

Les procès des personnes inculpées — environ 2000 — se poursuivent dans diverses villes, et les peines requises sont en général énormes: «Les peines demandées sont de 20 ans de réclusion criminelle et 20 ans de relégation pour certains manifestants à qui il n'est reproché par exemple que le vol de quelques bouteilles de lait. Les peines prononcées sont de 10 ans de réclusion criminelle et de 10 ans de relégation» (3). Et est-il nécessaire de rappeler les situations de «non-droit» des procès marocains, avec violation constante des droits de l'homme ainsi que ceux de la défense et de la législation?

Et les mesures répressives se poursuivent... Dans le but de diviser et de briser plus facilement tout futur mouvement populaire, Hassan II a décidé la séparation de la ville de Casablanca en cinq arrondissements avec installation dans chacun d'eux de postes de police (dispensaires réquisitionnés à l'occasion!). Les militants des syndicats et partis d'opposition sont constamment menacés par le gouvernement qui leur reproche d'avoir brisé la «trêve sociale» en lançant la grève générale du 20 juin. «Les libertés publiques comme les libertés individuelles ne sont plus aujourd'hui respectées dans l'ensemble du Royaume marocain, écrit M. Mignard dans un rapport de mission. Il ne doit

plus exister de souveraineté des états lorsque c'est une partie de sa population qui est l'objet de la répression du même état». Et il conclut: «C'est un problème qui doit intéresser l'humanité toute entière».

Alors où est-il le «Maroc nouveau, modèle de démocratie parlementaire pour les pays en voie de développement» qu'Hassan II prétend créer?

Catherine Le Guellec.

(1) Confédération Démocratique du Travail.

(2) Union Socialiste des Forces Populaires: principal parti d'opposition créée en 1958 par Mehdi Ben Barka.

(3) D'après un rapport de mission effectué par M. J.-P. Mignard, avocat à la cour d'appel de Paris, au Maroc et plus particulièrement dans les villes de Rabat et de Casablanca, du 1^{er} au 5 juillet 1981.

Pour tous contacts avec le comité de lutte contre la répression au Maroc: CLCRM, c/o Saliou G. Cleuz bras, Saint Urbain, 29220 Landerneau, ou tél. (98) 46.40.65.

**Le « Peuple Breton »
publiera le mois
prochain, numéro
de janvier 82,
la suite de son
Dossier Irlande**

ANJELA DUVAL

Silence sur Traon-an-Dour



Anjela Duval à Traon-an-Dour, avec Gilles Servat, Yann Ber Piriou, Loïg Kervoas et Paul Keineg.

(Photo Roger Laouenan)

Anjela Duval est morte. Et nous tous qui fûmes ses petits-enfants, nous la pleurons, car nous savons qu'elle ne sera pas remplacée. La paysanne de Traon an Dour était devenue, par un travail tenace et humble, poète authentique, quand elle aurait pu n'être que poète de terroir, écrivant pour ceux de sa paroisse. D'abord peu connue au-delà des limites du Trégor, il lui avait fallu résister aux assauts d'une célébrité brutale, au lendemain d'une émission de télévision qui en fit un personnage public. D'autres qu'elle y auraient laissé leur peau d'écrivain, mais Anjela Duval était dotée d'un esprit vif et d'un humour ravageur, dont les imbécilles faisaient parfois les frais, et cela la mettait à l'abri des effets de la mode. Je ne sais si ceux qui l'aimèrent alors, l'aimèrent assez pour lire ses poèmes, mais qu'importe. Quelques-uns de ses poèmes,

par la vigueur de leur style et leurs audaces lexicales, comptent parmi les plus beaux de la langue bretonne. Anjela Duval était la double héritière de la grande tradition populaire d'une part, de la poésie savante dans la lignée de Roparz Hemon d'autre part, réussissant là où quelques autres ont échoué. Ce n'était pas une paysanne d'opérette; très fière de ce qui était pour elle beaucoup plus qu'un métier, elle ne s'en targuait pas pour annoncer avec sa fin celle du peuple breton, à la Hélias. Au contraire, elle aimait la jeunesse et croyait de toutes ses forces en notre avenir. Elle n'a pas vécu pour voir le peuple breton libre, et peut-être ne le verrons-nous pas nous-mêmes, mais les poèmes d'Anjela Duval sont un espace aujourd'hui sans lesquels aucune liberté à venir ne saurait exister.

Paul Keineg.

ILS NOUS ONT PARLÉ D'ELLE...

Ronan Huon

«Une paysanne pauvre ayant acquis une culture par elle-même: par là, elle était admirable. Manifestement, plus douée en tant que poète que pour la prose, elle a su faire passer dans son œuvre, son amour de la nature, de son pays».

Youenn Gwernig

«Quelqu'un de formidable. Une poétesse de ce niveau-là, on en rencontre une fois par siècle. Pour elle, j'avais plus que de l'admiration. Elle exprimait tout ce que je ressentais. Sa simplicité: une des raisons de la beauté de ce qu'elle exprimait».

Roger Laouenan

«Pour moi, elle était autant la Trégorroise avec qui je discutais des choses de la vie, que la poétesse. Avec elle, c'était la complicité, le courant passait. Tout était simple. Je retrouvais en elle les qualités de mon identité trégorroise. Son œuvre: une place de tout premier plan en ce qui concerne la littérature paysanne. Le chant de la terre restitué dans son intégralité».

Da boan zo dit

Lodennin a c'hallfes
Gant neb a garez
Da zanvez,
Da ouiziegezh,
Da garantez,
Da levenez.

Un dra 'zo na lodenni ket:
Da boan,
Rak m'eo graet
Diouzh da vuzul da-unan.

Anjela Duval
(1905-1981)

Kan an douar.

Ta douleur t'appartient

Tu pourrais partager
Avec qui tu aimes
Tes biens,
Tes connaissances,
Ton amour,
Ta joie.

Il y a quelque chose que tu ne partage-
[ras pas:

C'est ta douleur,
Parce qu'elle est faite
A ta mesure exacte.

Anjela Duval.

(Traduction de Yan Ber Piriou).

THÉÂTRE : UNE TOURNÉE DES ABERS

Le printemps et l'été sont souvent pour le théâtre amateur l'occasion de présenter au grand jour le résultat du travail de l'hiver. Et l'on voit souvent fleurir à partir de la fin du printemps des représentations théâtrales qui font le tour des Maisons de Jeunes ou de Foyers Ruraux. Il arrive parfois qu'une expérience retienne l'attention, non seulement par la qualité de sa prestation artistique, mais aussi par l'originalité de l'entreprise humaine. C'est le cas du «Strollad ar Vro Pagan», du Teatr Pen-ar-Bed, du travail qui se fait chaque été à Morlaix avec le théâtre de la Corniche,

c'est le cas aussi des «tournées charrettes» du pays de Redon, une formule qui permet aux comédiens amateurs de travailler tout l'hiver avec les gens du pays sur un thème qui les concerne. Puis, durant l'été, la troupe fait un périple dans toute la région, au rythme de voitures à cheval qui, dans chaque bourg où se joue la pièce, font déjà sensation à l'arrivée.

Et c'est à l'autre bout de la Bretagne, dans le Léon que l'infatigable animateur des «tournées charrettes», Michel Olli-

vier, a relancé cet été sa formule sous le nom de «tournée des Abers». Et l'expérience a pris racine dans le pays des Abers avec une vigueur qui surprend. Il faut dire que beaucoup d'atouts étaient en faveur du succès: les comédiens-amateurs brestoïsses bourrés d'enthousiasme et de talents, le choix d'une pièce exceptionnelle d'après «l'abbé de Pen-ar-Bed»; ce roman de Youenn Coic qui raconte l'ascension sociale d'un petit prêtre léonard, au moment du rattachement de la Bretagne à la France, et surtout le patient et remarquable travail de toute l'équipe qui s'est jetée à fond dans la bagarre malgré d'innombrables difficultés. Ce qui prouve que le théâtre peut être populaire, de qualité, tout en étant amateur.

De nombreux artisans de ce succès en ont été les maîtres d'œuvre, et sans pouvoir les citer tous, je voudrais ici saluer leur ténacité et leur dévouement notamment ceux de Jakez Kérampran, animateur de M.J.C. qui a réussi à tisser les liens nécessaires entre l'entreprise théâtrale des jeunes Brestoïsses, et les organismes qui dans les communes où devait être donnée la pièce, jouaient le rôle de «correspondants» (municipalités, foyers de jeunes, etc.). Grâce à cette indispensable liaison l'osmose s'est faite entre les jeunes Brestoïsses et l'arrière-pays léonard. Il faut citer encore Michel Ollivier, technicien pédagogique du Ministère de la Jeunesse, des Sports et du Temps libre, qui a su, avec beaucoup d'audace et de sensibilité, extraire d'un roman au style très particulier une pièce qui retrace exactement l'atmosphère du livre, de l'aveu même de l'auteur, Youenn Coic, venu assister aux répétitions et à la première représentation. Il faut aussi parler des acteurs dont les diverses personnalités se sont fondues sur scène en un grand souffle collectif porté par les élan d'épopée qui parfois balayaient le plateau (les visions de Rome décrites par l'abbé devant ses ouailles, l'arrivée de Yann Marc'hég, seigneur de Kerlouan, les sordides tractations de la noblesse d'Eglise pour vendre le peuple breton au mieux de ses intérêts, la mort de Yann Marc'hég). Le style de la troupe, quoi que très différent de «Strollad ar Vro Pagan» rappelle parfois celui de la troupe bretonnante, mais en français.

En définitive, l'objectif est atteint, puisqu'il s'agissait de faire connaître aux habitants de ce coin du Léon un peu de leur histoire, et de leur montrer où se sont joués les vrais enjeux de la histoire des Bretons. Et la démonstration s'est faite avec brio.

La jeune troupe du théâtre de «la Tournée des Abers» continue cette année sur sa lancée, avec un gage de réussite supplémentaire, puisque la collaboration du Centre Breton d'Art Populaire de Brest lui est d'ores et déjà assurée.

Alain Kervenn.

pb.service

• Théâtre:

A la Parcheminerie à Rennes. Du 2 au 12. «Le rapport Wallace Müller» d'Albert Boadella, par le Centre Dramatique Occitan. Du 14 au 26. «L'escalier du bonheur» de Victoria Thérèse.

• Ostaleri ar Seizh Avel:

Le 6 à 18 h. Marc Perrone; le 12, Dan ar Bras; le 18, Touseg nij.

• Festoù-noz:

Le 19, fest-noz salle «Ar mor glas» de Kerlouan avec les frères Léal. Patrice Corset (Brein). Serge Givaju (org.). Foyer des Jeunes, participation pour Diwan Lesneven).

Le 19 à Berné, fest-nos avec Miniou et Valléant, Les frères Quérel, Le Bars et Moysan, Sonneurs de la région (org.: Club de danse bretonne de Berné - 56).

Le 27, fest-noz à Hénansal (près Lamballe) avec Malhambre, les Chantous du Mené, Joli-Monde (org.: La Cosmic Pouère).

Le 31 à Orvault (près de Nantes), fest-noz réveillon animé par Ar Sonerien Du — Repas 105 francs sans les vins, Fest-noz seul 20 F. Location: Auditorium 22, rue Jean Jaurès, Nantes. Tél. 40/20 53 09 ou André Le Bihan, 8, allée des Gentianes, 44240 La Chapelle sur Erdre. Tél. 40/40 90 52 (org. UDB. 44).

Le 31 à l'Ostaleri ar Seizh Avel (Konfort), Fest-nos masqué gratuit avec Galorn, Becker, Le Feon.

• Spectacle:

Le 19 à la salle municipale de Pont l'Abbé, récital Yvon Etienne (org.: An Heol Nevez).

• Libération (des peuples):

Le 15, à la Maison du Champ de Mars à Rennes, «Bretagne-Tiers monde, quels liens pour quels développements?»; le 13, journée d'action de la campagne «Mieux se nourrir, ici, vaincre la faim... là-bas (rens. au CRIDEV); le 14, à l'Arvor, «Quelque chose de l'arbre, du fleuve et du cri du peuple», trois courts-métrages de P. Chagnard (CRIDEV, Tél. 99/79 39 45).

• Centres de vacances:

Début 82, démarrage des stages animateurs et directeurs de centres de vacances et de loisirs, organisés par la Fed. dép. des associations familiales rurales. Insc.: Famille rurale, 16, rue de Penhoët, B.P. 647, 35008 Rennes Cedex. Tél. 99/79 49 49.

• Ski en Auberge:

L'association départementale Auberges de Jeunesse des Côtes-du-Nord organise au départ de Lannion des séjours de ski de piste, de décembre à février prochains. Rens.: Guy Desmeulles, «Coat Meur», Ploubezre, 22300 Lannion. Tél. 96/37 68 59.



Pierre Péran

Reggiani à Brest - Penfeld le 10.

• Expo.:

Fanch Vidament, peintre paysan expose à St-Malo, 12, rue de Dinan, à la Librairie du Môle, du 8 décembre au 31 janvier; et à Lamballe, Galerie «L'Air du Temps», rue de la Tour aux Chouettes, du 4 au 24 décembre.

Section U.D.B. du Havre cherche en vue position sur les pays Celtes (Alba, Asturias, Breizh, Cymru, Eireann, Galica, Mannin, Kernow), pour chaque nation (et à titre gracieux): 1 grand drapeau; 1 grande carte (en celtique de préf.); 1 plaque nationale d'identité (équivalent du BZH); des badges, affiches, autocollants; des publications (culturelles, touristiques, politiques, historiques); des données chiffrées (socio-économiques, politiques, culturelles); des informations (de tout poil). Expédier le tout ou partie chez: Yann Saig Karadeg, 58, rue d'Estimauville, 76600 Le Havre.

• Petites annonces:

— Nouvelle parution de Kazetenn ar Menez, journal en breton parle (Huelgoat, Château-neuf): une cassette destinée aux enfants (Command. à K.A.M. Balaneg Berr Botmeur, 29218 Huelgoat).

«Musique en Pizzicato», de Chantal Bideau Labat; Contes et poèmes de Bretagne et de faits divers. En vente à Stal an Draon, 21 av. Clément-ceauu, Brest.

A vendre Camping-car sur Fiat 238, très bon état carrosserie et mécanique. Tél. 98/42 34 41.

OFFRE D'EMPLOI:

Société agglomération brestoïse cherche Chef d'exploitation de Parc: connaissances administratives et techniques de base exigées: une bonne connaissance de l'organisation des grandes manifestations serait appréciée ainsi qu'une expérience des relations publiques commerciales. Poste disponible à compter du 1^{er} janvier 1982. Age: entre 25 et 50 ans. Ecrire au journal qui transmettra.

CONTE POUR BRASSENS

Eric poussa la porte de sa cabane d'une main décidée. Aujourd'hui, pas question d'aller bosser. A savoir aller au-delà du mur, dans les quartiers chics, délester les bourgeois repus de leur trop-plein de phynances. Aujourd'hui, il se mettait en congé, tout comme le faisait chacun des membres de sa communauté. Son terrain vague prenait déjà des allures de ruche sous un soleil tout juste levé.

Les poings dans les poches, donnant le bonjour à droite et à gauche, Eric marchait rapidement en direction des confins du territoire. Flanquée contre la muraille, la masure résonnait d'une musique aux paroles gailardes, témoin de la bonne humeur de son occupant.

— Oh! Alexandre! On peut entrer?

— D'autant plus facilement que c'est ouvert, mon gars. Alors Eric, en forme?

— Ça va. Tu fais quoi? Tu répètes pour ce soir?

— Pas besoin de répétition petit. Vu que ses chansons, on les a toutes dans la tête, et tu sais que je ne suis pas le dernier à les chanter, même s'il n'y a pas longtemps que je m'y suis mis. Faut dire que dans la profession on n'a jamais pleuré sur la quantité de couplets à se fourrer dans le crâne.

— Ouais. Mais faut dire que si tes anciens collègues t'entendaient maintenant...

— Ah ça... Sûr qu'ils auraient du mal à encaisser. Remarque qu'ils doivent bien se douter que je passe pas mon temps à planter des marguerites, encore qu'à une certaine époque, j'étais connu pour mon penchant envers ces délicates petites fleurs!

Sympa, l'Alexandre. Solide-ment apprécié par la communauté aussi bien pour son amitié qu'il donnait sans compter, que pour son passé, qu'il racontait sans trop se faire prier. Voilà bientôt quatre ans, il s'était fait virer d'un poste qui, bien que mal payé, le contentait. Curé il était. Un jour, son goupillon était resté en travers de la gorge des braves gens de sa paroisse, lorsqu'il alla se planter au pied d'un chêne et agita l'ustensile à l'intention d'un pendu accroché là-haut sans procès. Cette grand-messe fit un foin du diable dans les hautes sphères ecclésiastiques qui décrétèrent sans tarder la fin d'une carrière qui menaçait de devenir contagieuse.

Défroqué, Alexandre n'en conservait pas moins un sens aigu de la fraternité. Après un itinéraire plutôt perturbé par l'intolérance de ses employeurs potentiels, il avait atterri dans la communauté où il remplissait à présent le double emploi de prêtre-ouvrier. C'est lui qui procédait aux enterrements, ainsi qu'à l'organisation des banquets qui les suivaient — ayant persuadé sans grand mal les familles concernées qu'un ventre plein et un gosier correctement humecté aidaient à une meilleure digestion de ces ultimes saluts aux défunts.

Pour l'heure, cet aimable quinquagénaire se livrait à la pratique du repassage, opération d'autant plus délicate que c'était une longue robe blanche de fin tissu qui en était l'objet. Il était important de la bichonner. Ne serait-ce qu'à cause du mal qu'un de ses copains avait eu à la soustraire à une riche famille des quartiers

extérieurs, la veille du mariage de leur fille unique. Laquelle en avait fait une crise de nerfs à la cérémonie qui avait dû être reportée. Un scandale qui menaçait encore la tranquillité de la communauté, bien que les descentes policières s'y faisaient de moins en moins fréquentes vu l'hostilité chronique de ses habitants envers les souliers à clous.

Mais la raison principale de ces soins attentifs était la fête de ce soir. Une fête dont le signal de départ serait donné par une cérémonie dans laquelle Alexandre était d'autant plus impliqué que c'était de son mariage qu'il s'agissait. Avec Princesse. Avec celle qui prédisait au destin de la communauté. Qui s'y dévouait avec une énergie et une détermination telles qu'on avait fini par oublier que c'était un chagrin d'amour qui en était à l'origine.

Elle avait treize ans quand elle s'était vu adopter par les miséreux qui vivaient là. Fée d'une faune dont les gueux avaient peu à peu retrouvé un sourire depuis longtemps absent, rien qu'à la voir courir dans les fossés de cette zone interdite aux bien-séants. Un soir, ses cheveux d'or s'étaient doucement posés sur l'épaule du croque-notes. Ses soupirs ne faisaient place à aucune équivoque. Mais l'élude de sa tendresse ne le voyait pas ainsi et préféra dès l'aube filer à l'anglaise. Depuis, Princesse avait compris, mais n'avait jamais oublié. Et il a fallu la mort du croque-notes pour la délier d'un serment.

Ce fut un beau mariage. Alexandre goupillonnait à tour de bras — il avait gardé son instrument de travail en souvenir. Du haut de l'autel, fait de planches reposant sur quatre barils bourrés de rhum et autres spiritueux, il aspergeait la foule avec bonheur, tandis que l'accordéoniste donnait le ton d'une chanson où de fichus calotins en prenaient un vieux coup derrière la cravate.

Les libations qui suivirent démontrèrent à l'évidence que le paradis pouvait s'installer sur terre, l'espace de quelques heures. Un eden à fleur de terre, d'où les chaînes de toute morale avaient été hachées menu depuis des lustres. Avec pour guide des réjouissances une princesse qui parvenait mal à dissimuler une nostalgie faite de sanglots étouffés ou de rires, selon les airs que son curé de mari choisissait d'entonner. Guitare au poing.

Pierre Gallais.



Claude Delorme/Phonogram

UNE COMMUNE DU LÉON AUX RAYONS X

LOUIS ELEGOËT

SAINT-MEEN

VIE ET DECLIN D'UNE
CIVILISATION PAROISSIALE
DANS LE BAS-LÉON

Préface de YVES LE GALLO



éditions anthropos

Il y a donc à présent deux *Elégoët* à naviguer dans les eaux bretonnes. Le premier en date, *Fanch*, est connu notamment comme directeur de la revue *Tud ha bro*, où s'accumulent des témoignages d'anciens (certains trépassent avant que leurs paroles ultimes ne deviennent textes publiés) sur la misère des travailleurs bretons du Léon en des temps tout juste révolus. Des témoignages fondamentaux...

Le second, c'est *Louis*. Tous les deux, *Fanch* et *Louis* sont des fils de «la terre des prêtres», ce Léon fascinant et indicible, la «Prusse de la Bretagne» comme disait l'autre, *Fanch* est du village d'Anterien, qui ressortit à la paroisse du Grouanec, commune de Plouguerneau. Le pays Pagan n'est pas loin, mais le Grouanec n'en fait pas partie si l'on en croit *Louis Elégoët* cette fois: «Le pays Pagan s'étend entre la baie du Vougot à l'Ouest, et celle de Goulven à l'Est et comprend les communes de Guissény, Kerlouan, Brignogan, Plouénour-Trez et Goulven» (p. 215). Ce qui exclurait la partie maritime de Plouguerneau qui est autour de Tréménac'h, et inclurait Goulven, qui, semble-t-il, ne revendique pas unanimement d'appartenir à la tribu paienne... Ah mais! C'est qu'il faut entrer dans les détails... Vu l'importance de l'affaire, on suggère de la porter devant la cour internationale de la Hague qui tranchera.

Une vie qui renaît

Quittons donc les rives indécises des paiens pilleurs d'épaves, pour pénétrer dans le cœur du Léon: c'est là que se trouve Saint-Méen, au beau milieu d'un

terroir indiscutablement chrétien cette fois. Jusqu'à ces dernières décennies, en tout cas, sinon même la toute dernière. Car voici que le Léon n'est plus une terre à prêtres, s'il est toujours une terre à clercs, témoins *Louis Elégoët*: en lui St-Méen a trouvé son chroniqueur (1). C'est chez lui, dans sa paroisse natale, que ce jeune chercheur a trouvé le sujet de sa thèse de doctorat de 3^e cycle: il s'est emparé, à pleines brassées, de toutes les archives ayant trait à la commune et paroisse de St-Méen, ci-devant trêve de Ploudaniel, il a tout scruté, méthodiquement, minutieusement; dans de vieux registres poussiéreux, il a trouvé qu'il y avait de la vie; il a même fait mentir quelque peu le propos de *Georges Duby* que l'autre *Elégoët*, *Fanch*, a placé en exergue du numéro 3-4 de *Tud ha bro*: «L'historien n'interroge jamais que des épaves, et ces rares débris proviennent à peu près tous de monuments dressés par le pouvoir; tout le primesautier de la vie lui échappe, mais aussi tout le populaire; seuls se font entendre les hommes qui tiennent en mains l'appareil de... l'Etat».

Cela est vrai généralement sans doute, et les matériaux dont s'est servi *Louis Elégoët* portent essentiellement traces des faits et gestes des notables de l'endroit. Cependant, «le primesautier de la vie» est loin de lui avoir totalement échappé. C'est qu'il sait lire entre les lignes des documents, sans les gauchir ni les solliciter pourtant. Il les interroge avec pudeur, avec ferveur aussi, et ils savent se montrer éloquents. Toute une vie éteinte renaît sous sa plume, au travers des statistiques qu'il dresse, des courbes et des graphiques qu'il trace. La rigueur scientifique n'interdit pas la piété filiale, et la piété filiale ne dispense pas de la rigueur scientifique.

C'est qu'à St-Méen, *Louis Elégoët* est chez lui. L'automobiliste pressé qui va de Lesneven à Landivisiau traverse distraitemment (mais en ralentissant) le bourg de St-Méen, si banal en apparence. Pour *Louis Elégoët*, à St-Méen, rien n'est banal, rien n'est muet. Quand il y retourne (il habite à présent au village du Quilloc, en St-Derrien, la paroisse de sa femme, mais c'est à deux minutes de St-Méen), toute la rumeur de l'histoire l'envahit, depuis l'époque où Kerilien était une fameuse ville gallo-romaine jusqu'en ce jour de printemps 1948 où, âgé de six ans, il quitta son village natal de Diriguin pour aller à l'école du bourg. Il y apprit la langue de l'Etat. Jusque là, il ne s'était exprimé que dans la «vieille langue de ses pères»: très peu d'années après, à St-Méen comme ailleurs, c'est en français que les petits enfants allaient être élevés. Si en 1948, *Louis Elégoët* ne connaissait que quelques mots de français, il s'est bien rattrapé depuis, et son ouvrage est rédigé dans une langue française dont on dirait bien qu'elle coule de source: il

n'en est rien, il s'agit d'une langue apprise à l'école...

Un lieu de conflits

St-Méen, nous apprend *Louis Elégoët* a été et demeure comme tous les lieux habités par les hommes, un lieu de conflits... Conflits internes que l'unanimité paroissiale et chrétienne ne fait que masquer sommairement et que le conservatisme social si caractéristique du Léon empêche d'éclater: à St-Méen aussi, une aristocratie paysanne impose à la masse des non-possédants la dure loi de ceux qui tiennent le sol (et «les porteurs de bannières et de statues» sont «nommés dans un ordre déterminé par le niveau économique de la famille» (p. 212). Conflits sourds et durables, provoquant une lente érosion du tissu paysan lui-même, du fait que «les titres de propriété des exploitations mévennaïses» passent «à partir du XVIII^e siècle des mains de la noblesse en celles de la bourgeoisie (...): schéma, à caractère colonial, remarquable dans les campagnes (...). En définitive, ceux qui creusaient, fouillaient, défrichaient connurent la hantise de ne pouvoir acquitter le loyer, tout en subissant, trop souvent, de difficiles conditions de logement et de location. Ils ont, au surplus, éprouvé l'amère désillusion de ne pouvoir devenir les maîtres de la terre qu'ils bonifiaient, en raison de la sévère concurrence exercée par des gens venus d'un autre monde» (p. 136-137).

Venus d'un autre monde aussi, les 50 gendarmes, mais encore les 400 hommes du 6^e régiment d'Infanterie Coloniale chargés, en ce dimanche 17 août 1902, de contenir et de mater la révolte des paysans de St-Méen et des paroisses circonvoisines: il s'agit pour eux, «Catholiques et Bretons toujours» de défendre leur école libre de filles et d'empêcher l'expulsion des sœurs enseignantes. Pour *Emile Combes*, l'enseignante ayant jeté son froc aux orties (ah! cette engeance des anciens séminaristes), il s'agissait de régler ses comptes avec la calotte... La laïcité se présentait donc aux portes de St-Méen! Mais la très chère n'était point nue. Elle arrivait au contraire, armée de pied en cap, menaçante: la fille aînée du diable. Un long frisson d'indignation parcourut «la terre des prêtres» tout entière et la Bretagne catholique dans sa totalité; tout un peuple paysan se rangea derrière ses prêtres, les seuls guides qu'il se reconnût... Toute une communauté de paysans, à St-Méen, mais ailleurs aussi, se sentit menacée dans son identité collective. *Louis Elégoët* analyse parfaitement la situation: «En 1902, une population, plutôt repliée sur elle-même, originale et à la personnalité vigoureuse, prenait vivement conscience de l'existence du pouvoir central. Celui-ci apparaissait comme

persécuteur, éloigné, sinon ignorant des problèmes des administrés, et en conséquence, les Mévennaïes réagissaient vivement» (p. 315).

Science et conscience

Il faut lire ce livre, qui est à marquer d'une pierre blanche: *Louis Elégoët* a bien mérité de son Léon natal, dont il perçoit vivement les pulsations les plus secrètes, et il serait souhaitable que chaque «paroisse» bretonne disposât d'un chroniqueur aussi averti.

De nos jours, et *Louis Elégoët* le sait bien, St-Méen vit sur son déclin. La mutation économique — et culturelle — des années 60 a profondément modifié le paysage intérieur du Léon: le culte de sainte Prospérité est en passe de détrôner celui de nos saints patriotes. La religion du «Crédit Agricole» a ses temples et ses veaux d'or, même si les chaînes du crédit sont lourdes à plus d'un... Tout au moins les Mévennaïes d'origine, pourront-ils grâce au travail de leur compatriote si discret, savoir de quelles valeureuses souches ils sont les surgeons.

D'autres que les Mévennaïes feront leur profit de cet ouvrage, même s'ils sont nés dans les terroirs moins sacerdotaux. Le microcosme de St-Méen est, en effet, exemplaire et révélateur du tissu de toutes les communes d'une Bretagne rurale aujourd'hui.

Un beau livre vraiment, un livre de science et de conscience, conçu et écrit, quoiqu'avec infiniment de retenue, avec une immense tendresse.

Fanch Morvannou

(1) «Saint-Méen, vie et déclin d'une civilisation paroissiale dans le Bas-Léon», par *Louis Elégoët*, éd. Anthropos, Paris, 1981, 398 p. En vente chez l'auteur (70 F. franco): Quilloc, 29225 St-Derrien.

L'ARTISAN DU DÉMÉNAGEMENT

DENIS PHILIPPE

FER - MER - ROUTE
Camions capitonnés Matériels spécialisés



50, rue Marcellin-Duval
29200 BREST - Tél. (98) 03.11.52

Stal an Draon

21, Avenue Clemenceau
29200 BREST - Tél. 80.15.63

CRÉATION PERSONNELLE
de sculptures et céramiques
cadeaux d'ici ou d'ailleurs

« Ober gant ar brezhoneg »

La méthode de breton de Jos Corbel

On n'ira pas jusqu'à dire, que les méthodes d'apprentissage du breton envahissent le marché jusqu'à l'encombrer. Et quand bien même il y aurait engorgement ce ne serait que la conséquence d'un sursaut dont les effets se font particulièrement sentir dans la présente décennie; un sursaut qui mobilise enfin nombre de Bretons dans la défense et la sauvegarde de leur langue nationale. Maintenant que les ruines culturelles jonchent le sol breton, il faut tenter de rebâtir. L'Etat français a bien failli venir à bout de la langue bretonne... A présent, quelque chose a l'air de vouloir changer. Les effets, timides encore, de mesures nouvelles prises en haut lieu, commencent à être perceptibles. L'ensemble de ces mesures n'ira pas jusqu'à rendre possible la réparation de toute la casse, mais il est cependant probable que la langue bretonne ne va pas s'éteindre sous les regards indifférents des occupants de la planète.

Comme le breton ne s'apprend plus sur les genoux des mères, il faut l'apprendre à l'école, ou chez soi, ou pendant les vacances... Il faut des bouquins, il faut des professeurs; il faut aussi quelques professeurs qui fassent des bouquins. Jos Corbel a fait le sien (1): il vient de sortir. Il semble bien qu'il soit à utiliser dans les classes essentiellement, mais des esprits méthodiques pourront aussi s'en servir dans le silence de leur chambrette — s'ils en ont une — et savourer ainsi d'austères délices. Le professeur de breton ne pourra que gagner pour parachever sa formation, à fréquenter assidûment l'ouvrage de Corbel avant de faire sa classe. En effet, on ne s'improvise pas tout à fait professeur de breton, encore que la chose se soit produite plus d'une fois. Ses élèves auront sous les yeux le même ouvrage: guidés par leur maître, et à condition qu'ils ne soient pas des débu-



tants absolus, ils découvriront (avec émerveillement, on le leur souhaite en tout cas), les mille et une ressources du breton. Il leur reste une chose encore à faire et qui dépend surtout d'eux, et cette chose-là est pour Corbel de la plus haute importance aussi: mettre ce breton sur leurs lèvres, le parler entre eux, parler breton à leurs parents, grands-parents, voisins et amis, bref, faire que le breton continue d'être ce qu'il a été sans discontinuer pendant plus de quinze siècles: un outil de communication □.

(1) *Ober gant ar brezhoneg*, Manuel pratique de breton fondamental, Grands débutants, éd. Skol Vreizh, par J. Corbel.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

.....
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (découpe ou recopie) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

BRAN-RUZ :

Un choc...

Est-il un autre moyen d'être plus rigoureusement précis dans l'imaginaire que la bande dessinée ?

Avec « Bran-Ruz », de Claude Auclair, et Alain Deschamps, c'est bien cette description d'une exactitude absolue d'une ville que personne n'a jamais vue qui crée l'étrangeté. Ker-Is, la ville engloutie au plus profond de l'océan, la légende enfouie au plus souterrain de la mémoire collective émerge, munie d'une réalité qui ne laisse nulle place au scepticisme.

« Bran-Ruz », c'est un choc. Une histoire qui n'hésite pas à quitter la légende, à rendre hommage aux vertus païennes. Un récit ambigu, bourré de références modernes, politiques, mais ancré dans une antiquité que, pas un instant, le trait des dessins ne trahit. Bran-Ruz, l'innocent issu du peuple des langues coupées, l'enfant loup devenu enfant roi, va libérer les siens en conquérant Dahud.

Auclair et Deschamps ont encadré leur récit entre deux tranches de temps présent, la durée d'un fest-nos à Brasparts où le Kan-ha Diskan libère la légende de Ker-Is. Le climat est créé et la pluie sur la montagne d'Arrée se fond dans la tempête sur la côte du Cap-Sizun.

Auclair et Deschamps ont réussi une extraordinaire intégration du légendaire breton dans un drame dont la lenteur n'est pas en contradiction — c'est probablement un exploit — avec l'intérêt sans arrêt sollicité, ni avec le rythme propre à la bande dessinée.



La place de la langue bretonne est pour le moins originale. Dans les deux chapitres modernes du récit, la page de gauche est en breton, celle de droite en français.

Auclair et Deschamps ont préparé Bran-Ruz pendant un an. Ils en ont mis quatre à l'écrire et à le dessiner. La réussite, à mon sens, est complète. Après ce copieux album de près de deux cents pages, on ne pourra plus classer péle-mêle toutes les bandes dessinées dans les genres mineurs.

J.G.

Entre deux dédicaces, Auclair et Deschamps nous en ont dit un peu plus sur leur Bran Ruz qui a fait un vieux tabac à la fête du P.B.

Le Peuple Breton : « Pourquoi avoir choisi de raconter la légende de Ker-Is, plutôt qu'une autre ?

Claude Auclair : d'abord elle est connue ; ce qui nous permettait de capter l'attention dès le départ. Il y a ensuite une part très importante de symbolisme dans cette légende, qui résume bien la culture celtique. Et puis l'histoire d'Is nous permettait de casser tout un manichéisme entre les « bons » Bretons et les autres : il y a affrontement entre les conquérants bretons christianisés et les armoricains fidèles au druidisme ; les uns comme les autres, vivent sur une même terre : la Bretagne.

Alain Deschamps : quand on a mis Bran Ruz en chantier, la revendication bretonne était sans conteste la mieux structurée des peuples de l'hexagone. Il y avait donc adéquation évidente entre le passé et le présent de la Bretagne. Tout s'y ramenait et par extension, rejoignait les problèmes communs à toutes les minorités qui voient leur terre colonisée, leur culture occultée, leur langue niée.

Le Peuple Breton : des situations qui, si elles sont claires, ne sont cependant pas toujours évidentes à vivre. Pour vous, Bran Ruz coulait-il vraiment de source ?

Alain Deschamps : Oui, pour les raisons que nous avons dites. Non, car effectivement, vouloir aller au-delà de la revendication bretonne, ne vouloir en arriver à penser que minorité face à n'importe quelle oppression, n'est pas si simple. Personnellement, j'ai appris à assumer ma double appartenance bretonne et occitane, et à me rendre compte que, de toute façon, on est dans une situation d'immigrés, de métèques. L'important est de dépasser ce malaise, de connaître ce qu'on a trimbalé durant des années, et surtout de ne rien perdre en route. Une grande partie des défauts de cette bande dessinée est qu'on avait tellement de choses à dire qu'on a été



KIZELLET EO WAR BANEH HA
WAR DOGENNOU HOR CHAPELOU,
WAR GALVARIOU HOR
C'HOZIADOU PARREZ.

EVEL AR PAPER, EVEL ENYOR
AN DUP, E C'HELL AR VEIN
BEZAN PLEPOUS, DISIEAL
HA GACUAT...



RENDRE LA LÉGENDE AU PEUPLE

Auclair et Deschamps expliquent leur démarche

Le Peuple Breton



Alain Deschamps et Claude Auclair à la Fête du Peuple Breton

contraint d'assumer certaines oppositions. Et le « Comment peut-on être Breton » de Morvan Lebesque (sous-titré au passage « Essai sur la démocratie française ») qui nous avait pas mal remués, s'est révélé un détonateur plutôt salutaire...

Claude Auclair: D'un autre côté, ces contradictions sont en même temps une richesse. Et je regrette que les Bretons réagissent toujours en fonction des schémas, des critères dominants. Ils ont bien sûr des raisons pour avoir du mal à décoller de ce colonialisme qui ne les a pas épargnés, et Bran Ruz en fait état. Mais il reste que s'ils avaient une meilleure connaissance de leur propre histoire, ils disposeraient peut-être d'un moyen supplémentaire de se débarrasser de leurs contradictions... en parve-

nant à les vivre.

Le Peuple Breton: on en arrive au celtisme. Lui aussi, n'a-t-il pas besoin d'une bonne re-définition?

Alain Deschamps: Le fait celtique a plutôt été — et est toujours — manipulé. Historiquement et culturellement, il a été le symbole — le mythe aryen — de toute une intelligentsia en Europe de l'ouest. Incontestablement, c'est pourtant une réalité européenne, même si son patrimoine culturel est nié par la culture occidentale, et n'existe plus que dans quelques pays.

Claude Auclair: C'est vrai que l'extrême-droite récupère le celtisme au nom de l'Occident chrétien. Pour notre part, nous préférons parler de culture celtique. Nous avions à faire preuve d'honnêteté à ce niveau-là. Notre affirmation

qu'il y a effectivement une réalité celtique impliquait aussi qu'on n'avait pas l'intention de faire n'importe quoi pour l'illustrer. On a toujours mis les points sur les « i ».

Le Peuple Breton: c'est le fest-nos — qui introduit et conclut la légende — qui vous permettait de préciser la vraie dimension de cette réalité?

Alain Deschamps: un fest-nos qui se passe justement dans le coin de Brennilis... une centrale nucléaire installée au pays des Dieux et des morts: sur le plan de l'inconscient, c'est plutôt fabuleux, non? Cette histoire de Gradlon, de Dahud, de Bran Ruz, elle ne nous appartient pas. Par le fest-nos justement, nous la rendons aux chanteurs de Kan ha diskann qui continuent à la chanter. Une histoire dont nous sommes bien conscients qu'elle n'appartient pas à une culture élitiste.

Claude Auclair: c'est pour ça aussi qu'on a tenu à ce que le dessin soit très réaliste, c'est-à-dire illustré par pas mal de détails la vie quotidienne. Parallèlement, il y a une pudeur, une retenue dans les traits — pas de délire, de lyrisme wagnérien — qui permettent de faire passer plus facilement un contenu souvent violent.

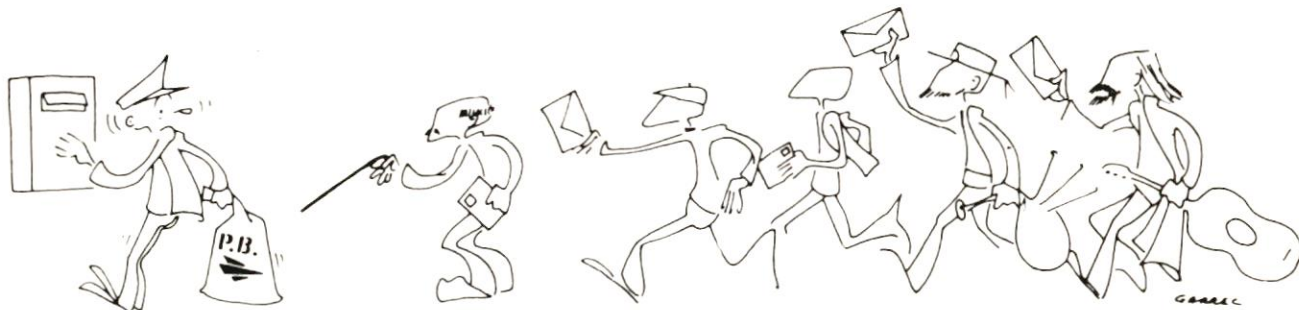
Le Peuple Breton: rendre la légende aux chanteurs, donc au peuple, faire apparaître la quotidienneté de la culture celtique tant dans son passé que dans son actualité. Mais que viennent alors faire une préface et une postface qui sont loin de faire ce lien bien politique entre passé et présent?

Claude Auclair: on peut reprocher beaucoup de choses à Markale. Mais c'est quelqu'un qui a fait de profondes recherches. Il est impliqué dans cette culture et sait en parler. Il a su s'échapper de certains schémas pour aller au-delà. Plus d'une fois, il rejoint l'imagination permanente. Et puis, lisez « La femme celte ». A mon avis, c'est un bouquin révolutionnaire! Vous parlez de Markale. Parlons aussi de Goulven Penaod... Il savait très bien dans quelle direction on allait; il a traduit les dialogues du fest-nos avec bonne foi, même si certains passages ont dû lui faire dresser les cheveux! Dans un cas comme dans l'autre, notre problème était d'utiliser ce que nous estimions être les meilleures compétences dans les domaines qui nous intéressaient.

Recueilli par P. Gallais.



COMME LE PAPIER, COMME LA MÉMOIRE DES GENS, LES PIERRES PEUVENT ÊTRE HYPOCRITES, INFIDÈLES ET MENTEUSES...



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

C'est un vrai trou ce musée

Je renouvelle mon abonnement au journal *Le Peuple Breton*. J'en profite pour vous faire part d'une information qui je pense, intéresse le Peuple Breton. En ce moment, on lit sur toute la France les discussions pour le colloque régional de la Recherche. C'est le moment pour tous les scientifiques de Bretagne de tenter de faire passer quelques projets régionaux et quelques idées sur la recherche en Bretagne. En même temps c'est aussi l'occasion pour toutes les régions de s'opposer au projet dément de création d'un « Musée de la Science » à Paris (à la Villette, exactement sans doute pour boucher « ce trou » qui ressemblait fort au « trou » des Halles). Ce projet en effet, qui ne fera que rajouter un Musée de plus à une ville qui n'en manque pas sera bien sur financé par toute la France, c'est-à-dire par les impôts nationaux. Or, quand un projet est proposé en province, on lui demande de payer, sans craindre éventuellement de mettre les régions en concurrence. Or, ce musée de la science (comme le sinistre projet de Beaubourg) absorbera tous les crédits pour ce genre de Musée pendant un nombre important d'années. Un Musée de la Science à Paris, c'est donc clair: aucun musée en province. Il faut donc que les régions s'opposent à ce projet et demandent au contraire des Musées de la Science chez elles. Ce genre de musée ne peut en effet qu'être bénéficiaire à tous en particulier dans des régions où la scolarisation est forte et longue comme en Bretagne.

Demander que des crédits fixes, pris sur les revenus de l'Etat, soient créés pour ce type de Monuments me paraît dangereux (souvenez-vous de la « vignette » pour « les vieux » et de ce qu'elle est devenue!) Mais pourquoi ne pas exiger que les crédits d'Etat à la culture aillent d'abord à ceux qui les financent par leurs taxes et leurs impôts, cela au moment où il apparaît, statistiques à l'appui, que Paris est la ville de France où les habitants sont le moins au théâtre, au cinéma ou au musée? Alors pourquoi à Paris un musée de la Science où n'iront essentiellement que des gens de province qui de plus l'auront totalement financé? Il faut que les scientifiques bretons s'opposent à un tel projet.

E. Roudaut, 38330 St-Ismier.

« L'esprit de mendicité »: quoi de plus normal depuis 4 siècles que l'état nous appauvrit et nous confie dans l'assistance?

« Le régionaliste de vieille souche que je suis » Giscard l'était, Bouvard notre député UDF du Morbihan s'affirme aussi régionaliste pour donner plus de poids à ses critiques vis-à-vis des réformes de décentralisation « ne pas créer une strate supplémentaire de technocratie ». Si vous lui posez une question, il répond toujours, « je n'y peux rien » avec un sourire patelin. Effectivement, les courroies et les tampons ne sont que des éléments secondaires dans le fonctionnement d'une machine.

Rocard, le régionaliste hardi, lorsqu'il était dans l'opposition, en est aujourd'hui en tant que membre du Gouvernement à une décentralisation timorée à caractère parisien. Il nous affirme: « sur les 480 pays que compte la France, les 2 plus tordus sont bretons: Carhaix et Redon à cheval sur 3 départements et 2 régions ». A qui la faute? sinon à Napoléon, Pétain et Pompidou, comme caution démocratique et régionaliste, il y a mieux. Entre autres: Marcel Cachin, un communiste, Yann Sohier un socialiste, Emile Masson, un anarchiste.

Il continue: « Le pays est une vraie unité économique, mais il ne peut être une unité économique que dans le monde rural ». Les pays de Redon et de Carhaix précités sont de toute évidence de grands pôles industriels!...

A Redon, la seule unité conséquente était consacrée au machinisme agricole donc vocation rurale, mais elle a périclité. Il semble

que notre ministre n'a pas peur des contradictions, ou plutôt craindrait-il de donner des armes aux autonomistes en réalisant une véritable régionalisation non dirigiste mais qui tiendrait compte des avis locaux et notamment de ceux qui ont toujours été à la pointe de ce combat?

Yann-Kel-Morin — Paris.

Haute tension

Comme vous le savez, l'EDF projette l'établissement d'une ligne à haute tension entre Nantes et Landerneau.

Il se trouve que comme probablement des millions de gens, nous nous trouvons dans la « trajectoire » de cette ligne.

Antinucléaire et j'ai participé à ce titre aux principaux rassemblements à Plogoff, je suis aussi, résolument contre la mise en place de cette ligne dont la nécessité me paraît bien contestable et dont la totalité des nuisances ne me semble pas répertoriée.

Comment lutter efficacement? Quels arguments diffuser auprès des gens notamment les agriculteurs?

J'aimerais que votre revue nous aide sur ces deux plans.

Jean-Paul Plunian, Malansac.

PEINTURE
MOQUETTES
PAPIERS PEINTS
TISSUS MURAUX
AMENAGEMENT
D'INTERIEURS

iroise-décor

B. LEPROHON/31, RUE INKERMANN/29200 BREST
TEL. 02.00.33



SNACK-BAR

Place de la Liberté
Téléphone : 80.19.19
Ouvert de 12 h. à 24 h.



SNACK-BAR

RECOUVRANCE
Téléphone : 45.08.50
Ouvert JOUR et NUIT

Les deux plus tordus...

Réponse à Michel Rocard après son discours de Morlaix. La commission « Maire » s'est interrogée et a posé des questions sur l'intérêt des structures de décisions verticales. Rocard en lui-même « essayons de noyer le poisson? Tiens! Je vais discuter de choses générales cela va me permettre d'écarter les difficultés locales ».

CRÊPERIE ty-BREIZ

ses spécialités. krapmouz ha jistr-mad

15, rue duquesclin

tél. 37.91.20

Lannion

Roazon
krampouezh
mat...

"tí LOÏK"
32, rue de la Visitation
Tél. 79.00.83

Vos bijoux celtiques or et argent
Collection importante



Roger MINGANT

Horloger-bijoutier



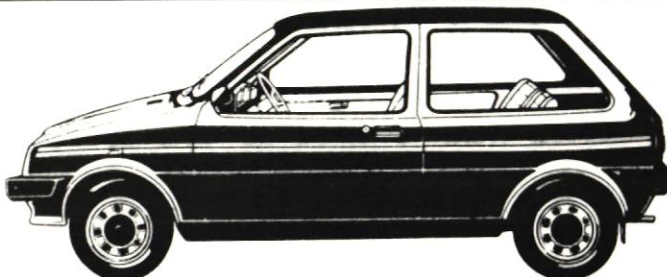
95, rue de Siam - 29200 BREST - Tél. 46.06.02

Livraison immédiate

MINI MÉTRO

modèles 4, 5 et 6 CV à partir de :

29.300^F *



* Prix clés en main au 1.07.81



Leyland

SÉBASTOPOL AUTOMOBILE

56, rue Sébastopol et 231, rue J.-Jaurès - BREST

Téléphone : 44.70.48 - 44.19.79 et 80.17.59

dialogues

Pour vos
cadeaux
de Noël

Livres et Disques
37, rue Louis-Pasteur
Centre Commercial
Rallye
BREST



Roger Coiffure

11, Rue des Boucheries

Tranderneau

tél : 85.22.94



188, rue Jean-Jaurès - BREST

Toute l'Audio-Visuel
Magnétoscope - Caméra
Duplication - Location
Transfert - Télécinéma

Téléphone : 44.32.79 et 44.84.65

FEET★BACK

14, rue Louis-pasteur - brest

46.28.82



Disques Badges Gadgets

- LE PLUS AMERICAIN
DES DISQUAIRES BRESTOIS
- LE PLUS ANGLAIS
DES DISQUAIRES BRESTOIS

**PENSEZ FEET BACK
POUR VOS CADEAUX
DE FIN D'ANNÉE**

LES CASERNES, GALERIES D'ART!

OUI, ENFIN LES "ARTISTES" FRANÇAIS VONT POUVOIR METTRE LEUR IMMENSE "TALENT" AU SERVICE DE LEUR PATRIE... LES "ŒUVRES" EXPOSÉES AUX YEUX DE TOUS DANS LES CASERNES SERONT UN RAPPEL CONSTANT DES GRANDES HEURES VÉCUES PAR LE PAYS (COCORICOUAC!), TELLE CETTE SCULPTURE DE GRANIT ARRIVÉE AU CAMP MILITAIRE DE CHATEAULIN... ET PUIS, SOUVENEZ-VOUS...



...DU FRANC SUCCÈS DE CETTE JOURNÉE "PORTES OLIVERTES" (SEPT 81: 20000 PERSONNES) À CE MÊME CAMP DE CHATEAULIN (CASERNE PILOTE, MA CHÈRE!!), ALORS...
RÉVONS UN PEU!
RÉVONS CE JOUR, OÙ NOUS AURONS DES CASERNES D'ART OLIVERTES À TOUS...

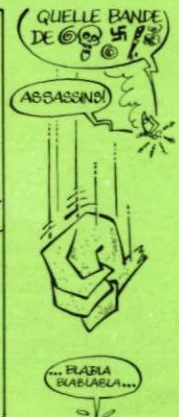
* POUR MÉMOIRE :
MANIFESTATION NATIONALE
PAICIFISTE DE PARIS
OCTOBRE 81: 30 À
50.000 PERSONNES



...ET MAINTENANT SUIVEZ-MOI, JE VAIS VOUS MONTRER CE QUE LES PLUS GRANDS "ARTISTES" FRANÇAIS ONT RÉALISÉ POUR LEUR PAYS À QUI ILS DOIVENT TANT ET PARTICULIÈREMENT CETTE LIBERTÉ POUR LAQUELLE NOS PÈRES SE SONT BATTUS...



...ET SONT MORTS AVEC FIERTÉ ET BRAVOURE SACRIFIANT LEURS VIES POUR QUE LEURS ENFANTS VIVENT...



OUI, RÉVONS UN PEU, CE N'EST PAS ENCORE INTERDIT...
HONFERT